

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 521
Septembre-Octobre 2016
53^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Après la tuerie de Nice
- Aéroport de Notre-Dame-des-Landes: un «grand projet inutile», résultat normal des lois du capital
- «Dirty» Duterte. Le nouveau visage sanglant de la démocratie bourgeoise aux Philippines
- Quand Lutte ouvrière fait du gringue à Monsieur le maire...
- Où va «Où va la Cgt ?» A toute blinde vers l'union sacrée !

Alstom Défendre les travailleurs, pas l'entreprise!

Le 7 septembre le patronat d'Alstom a annoncé la fermeture l'usine de Belfort où travaillent près de 480 personnes. Seuls une cinquantaine de travailleurs resteraient sur place pour s'occuper de la maintenance, quant aux autres il devrait leur être proposé des postes à Reichshoffen (en Alsace, à 200km) ou sur d'autres sites.

Cette décision a entraîné un tollé général; à Belfort même une manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes à l'appel du maire Les Républicains, du Parti Socialiste, des autorités religieuses et de l'Intersyndicale (CGT CFDT FO CGC). Dans une période de pré-campagne électorale, les ténors politiques ont exprimé plus ou moins bruyamment leur opposition à la fermeture de l'usine, certains comme Mélenchon, le PCF, mais aussi Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Macron, n'hésitant pas à évoquer la nationalisation de l'entreprise «pour sauver Alstom». Les néo-staliniens du PRCF (petite scission ultra-souverainiste du PCF) estiment pour leur part que «les travailleurs d'Alstom-Belfort défendent l'intérêt national», la décision de fermeture du site étant «une étape de plus dans la liquidation de la nation et du produire en France par l'oligarchie capitaliste à genoux devant la funeste «construction» européenne» (1)...

Les travailleurs d'Alstom ne doivent pas se laisser prendre au piège de cette unanimité pour défendre l'entreprise: quelle soit nationalisée ou privée, l'entreprise prospère sur leur dos, elle vit de la plus-value qui leur est extorquée, ses intérêts sont antagoniques aux leurs! Quant à l'intérêt national, ce n'est pas autre chose que l'intérêt du capitalisme national: les prolétaires n'ont pas de patrie, qu'elle soit locale, régionale ou nationale! Tous ceux qui affirment les défendre en défendant l'entreprise, tous ceux qui prétendent unir leurs intérêts à ceux du capitalisme ou qui proposent des recettes pour rendre cette union possible en demandant l'aide de l'Etat, que ce soit pas la nationalisation, le vote d'une loi interdisant les licenciements, etc., cherchent à les détourner du terrain de classe, le terrain de l'union des prolétaires de Belfort et d'ailleurs, le seul terrain où peut s'exprimer leur force.

Ce ne sont pas là des affirmations abstraites, tirées de vieux manuels marxistes, mais la traduction de la réalité la plus concrète.

Alstom, qui à un certain moment était la

(Suite en page 2)

La mobilisation contre la Loi Travail a été conduite dans une impasse

Les luttes futures devront se mener sur des positions de classe!

S'il existe des naïfs qui avaient cru aux déclarations de l'Intersyndicale sur une relance à la rentrée de la mobilisation contre la Loi Travail, ils en ont été pour leurs frais; il y a bien eu, pour la forme, des manifestations le 15 septembre, mais tout avait été fait pour qu'elles ne regroupent que peu de monde. Bien que les sondages d'opinion continuent à montrer qu'une écrasante majorité des sondés restent hostiles à cette loi, il aurait fallu pour que la mobilisation reprenne après la pause estivale (comme cela avait été le cas lors du mouvement contre la réforme des retraites), que les dirigeants syndicaux donnent une claire perspective de lutte; et qu'ils montrent une ferme volonté de mobiliser les secteurs les plus larges pour un affrontement un peu sérieux avec le gouvernement. Ce que, en bons acteurs de la collaboration de classe, ils se sont bien gardés de faire quand le mouvement était à son maximum, en mai-juin, où ils se sont au contraire employés à l'atténuer et à l'envoyer sur des voies de garage, ils n'allaient évidemment pas le faire quand la pression était retombée!

Sans même se donner la peine de prévoir une nouvelle réunion de l'Intersyndicale, les dirigeants syndicaux ont donc annoncé qu'après le 15, la lutte allait se poursuivre... sur le terrain judiciaire! Proletaires vous pouvez rentrer chez vous, leurs spécialistes «vont explorer les voies de recours juridiques» contre les mesures d'application de la loi...

Mais si les manifestations du 15 n'ont été organisées que symboliquement par les syndicats, la violence policière, elle, n'a pas été symbolique: un militant de SUD atteint par une grenade a perdu un oeil. La répression et les brutalités policières (qui sont tout sauf une nouveauté) ont atteint sous le gouvernement socialiste un niveau supérieur à celui du gouvernement précédent. Au delà de la volonté de monter en épingle des incidents attribués aux «casseurs» à la suite de l'attitude provocatrice de la police, il s'agit d'intimider les manifestants et surtout ceux qui pourraient être tentés de manifester en montrant la puissance et la détermination de l'Etat (police, Justice) à faire respecter «l'ordre» - l'ordre bourgeois, s'entend. Problème pour les bourgeois, le gouvernement et l'opportunisme politique et syndical: une minorité non négligeable des manifestants se sentait solidaire de ceux qui s'affrontaient à la police, et parfois les rejoignait. Le pacifisme social a commencé à montrer des signes d'usure lors de ce mouvement.

Avec cette loi, le gouvernement n'avait pas pour but d'affaiblir les syndicats dits «contestataires» et encore moins de les casser; ce n'était pas non plus le désir des patrons: comme nous l'avons rappelé, tous ces gens rencontrent et s'entendent journalièrement avec les représentants syndicaux y compris de la CGT; ils savent parfaitement que ces organisations sont les **garantes** du maintien de la paix sociale. Ce n'est pas par hasard si les organisations

syndicales se sont focalisées sur le fameux article 2 (l'inversion des normes) Celui-ci n'avait de conséquence pratiquement que pour les appareils; les discussions de branche sont en effet le lieu rêvé de la collaboration de classe car l'influence directe des travailleurs ne peut s'y faire sentir; c'est là où les appareils syndicaux peuvent le plus tranquillement s'entendre avec les patrons, nouer des accords et négocier des contreparties de tout type. Et c'est pourquoi les syndicats ont fini par centrer leurs revendications sur lui, acceptant de fait tout le reste, c'est-à-dire toutes les attaques directes contre les travailleurs.

Le gouvernement de son côté est resté à peu près intraitable sur l'essentiel de la loi (en ne faisant que quelques concessions, surtout à certains secteurs comme les chauffeurs routiers) et surtout sur ce point, pour des raisons politiques (montrer sa fermeté) alors qu'il n'est pas essentiel pour les secteurs capitalistes les plus importants; les grandes entreprises sont entièrement satisfaites des accords de branche, à l'inverse de certaines PME qui demandent (et obtiennent) des dérogations. Et ces accords de branche sont indispensables pour le maintien de la paix sociale.

Ce serait donc un grave contresens de croire qu'avec cet article 2, il en va de la survie à court terme des syndicats. Nous ne sommes pas dans une période de style fas-

(Suite en page 2)

Espagne Esclaves du ciel

Le 26 juin 2016 les électeurs espagnols étaient à nouveau convoqués aux urnes, les précédentes élections générales du 20 décembre 2015 n'ayant pas permis de déboucher sur la formation d'un gouvernement en dépit de longs mois de tractations, faute d'une majorité claire au parlement. Les résultats ont été les suivants: le Parti Populaire du premier ministre Rajoy (droite) reste en tête avec 33% de suffrages, en nette augmentation sur 2015 (+ 4,4%); il est suivi par le Parti Socialiste (PSOE) avec 22,6%, en très légère progression en pourcentage (+0,6%, mais une perte de près de cent mille votes); l'alliance Podemos-Izquierda Unida vient en troisième position (21,1%), connaissant une baisse sensible (-3,3%, soit un million de votes en moins), suivie par Ciudadanos (13%) qui voit diminuer un peu son score (-0,8%). Les abstentions à 33,5%, enregistrent une augmentation notable (+ 3,2%), ce qui les hissent au niveau le plus haut atteint depuis la fin du franquisme.

En fin de compte, la volonté affirmée par Pablo Iglesias, le secrétaire générale de Podemos, dans l'Assemblée de ce parti à Vista Alegre, de se lancer «à l'assaut du ciel», en tablant sur le succès aux élections, a définitivement échoué; le score lors des élections générales ne lui a pas permis d'effectuer un quelconque «changement», à cause des résultats meilleurs qu'espérés des partis de la «vieille politique» ou de la «caste» (pour reprendre les termes fétiches et creux utilisés par Podemos). Même avec son alliance avec Izquierda Unida (front de gauche regroupant PC, trotskystes et autres), alliance qui était d'ailleurs en contradiction avec tout ce qu'il avait affirmé jusque là, les résultats obtenus par Podemos ont été insuffisants pour qu'il puisse entreprendre sa fameuse «renaissance démocratique», au point qu'il semble que Ciudadanos (un nouveau parti

centriste) aura dans la période qui vient un poids politique supérieur, bien qu'il ait obtenu deux fois moins de suffrages que lui.

Les politologues de la faculté de Somosaguas (1) pourront débattre longuement des raisons de cet échec, ils pourront trouver un réconfort dans les victoires municipales obtenues l'an dernier, ils pourront repousser cet «assaut» de quelques années... Mais leur perspective d'une victoire écrasante a été réduite en miettes; leurs nouvelles théories «révolutionnaires» sur la façon de réaliser le changement, sur la façon de se connecter électoralement avec la population que celui-ci pourrait inquiéter se sont révélées aussi inutiles que toutes celles qui traditionnellement veulent justifier le terrain électoral comme le seul champ de bataille de la lutte de classe - même si Podemos s'est abstenu de recourir à cet argument, trop

«vieux», trop «caduc» selon lui, préférant en utiliser d'autres plus aimables et moins «excluants» qui, selon ses théories universitaires toucheraient plus au coeur la «majorité sociale». Excuses et circonvolutions mises à part, il reste que les espoirs électoraux se sont évanouis. Mais, est-ce que cela signifie que Podemos a échoué, qu'il n'a pas rempli sa fonction? Absolument pas. En réalité au brusque redimensionnement de sa sphère d'influence manifesté par son troisième rang aux élections répond le succès de son programme réel, qui se cachait et se cache derrière les grandiloquentes proclamations qu'il a lancées depuis deux ans.

DU 19 SEPTEMBRE AU 22 MARS

Les origines de Podemos ne se trouvent pas comme le disent ses leaders dans les conciliabules de la Faculté de Sciences Politiques de Somosaguas, où ex-Phalangistes, résidus staliniens de toute espèce et champions de la «nouvelle politique» ont fait carrière ces dernières années. Elles ne se trouvent pas non plus sur les plateaux de télévision, comme le lui reprochent ses détracteurs. Enfin, il ne faut pas davantage les chercher dans les rues et les places des Indignés du 15 mai comme le voudraient une bonne partie de ses électeurs, de ses alliés électoraux et de la supposée «gauche» du parti.

Les origines de Podemos remontent à l'essor des mobilisations contre les mesures anti-ouvrières des gouvernements de gauche et de droite. Ces mobilisations commen-

(Suite en page 4)

La mobilisation contre la Loi Travail a été conduite dans une impasse

Les luttes futures devront se mener sur des positions de classe!

(Suite de la page 1)

ciste où le capitalisme a besoin de briser même les syndicats collaborationnistes pour accroître au maximum l'exploitation des travailleurs et les enrôler dans des organisations de type étatique. D'ailleurs on a vu des critiques de bourgeois sur la manière Valls: le journal patronal *Les Echos* a ainsi publié un éditorial pour critiquer le manque de concertation préalable du gouvernement avec les syndicats (et Rocard lui-même, le mentor de Valls, était de cet avis paraît-il).

Il y a sans doute eu un «mouvement social» (selon l'euphémisme utilisé par les bourgeois et leurs valets), mobilisant des centaines de milliers de personnes: il serait absurde de réduire le mouvement aux directions qui le contrôlent et l'amènent dans une impasse (impasse du point de vue des intérêts des travailleurs, pas de ceux des appareils). Il est indéniable que les initiatives de l'Intersyndicale ont été décisives pour la mobilisation des travailleurs, mais aussi en conséquence pour sa **canalisation** dans des actions rituelles, et en définitive inoffensives. L'importance de cette mobilisation est cependant le signe de la profondeur des antagonismes sociaux à l'œuvre dans ce pays ainsi que de leur tendance à se manifester ouvertement, bien qu'encore de façon amortie.

Mais, il faut voir aussi et surtout, outre le caractère malgré tout **limité** de la mobilisation (le gros de la classe ouvrière n'y a pas participé, tout en étant hostile à la loi), le caractère **velléitaire** de ce «mouvement» (le terme mouvement dans son imprécision cor-

respond bien à ce qui s'est passé): ses participants croyaient dur comme fer, comme le prétendait l'Intersyndicale, qu'il suffit de manifester pour faire reculer le gouvernement et la stratégie attentiste, de temporisation, de l'intersyndicale en général leur suffisait.

Le mouvement en outre était d'une intensité inférieure au mouvement sur les retraites – ce qui a rendu plus facile son contrôle de bout en bout par l'Intersyndicale; alors, il y avait eu quelques périodes chaudes, avec l'entrée en lutte massive des jeunes y compris en partie des «quartiers» (lire: des quartiers prolétariens) et la répression policière; alors il y avait eu des tentatives, sans aucun doute hésitantes et confuses, de dépasser les directions syndicales, d'aller même à certains endroits vers une organisation indépendante de la lutte.

Rien de tel ou presque pour le mouvement contre la loi Travail: les «enseignements» du mouvement précédent se sont semblé-t-il évanouis sans laisser de traces et on est revenu en arrière. Ceci s'explique en bonne partie par l'alignement encore plus prononcé (il existait déjà) de la dite «extrême gauche» sur les directions syndicales. Il n'y a aucun automatisme spontané; sans un minimum d'organisation de militants faisant vivre et défendant plus ou moins les leçons des luttes passées, ces leçons se perdent.

Cela s'explique pour une autre part par le fait que le mouvement sur les retraites avait débouché sur la démoralisation de ceux qui y avaient participé et qui y avaient cru; la résignation qui a suivi a

été prolongée et entretenue par l'attitude des syndicats envers les gouvernements Hollande; les prolétaires ronchonnet et font le gros dos dans l'espoir que les choses s'amélioreront.

DU MÉCONTENTEMENT ACTUEL...

Cependant le mécontentement s'accroît indéniablement parmi les prolétaires. Mais de ce point de vue, le mouvement contre la loi El Khomri tel qu'il a été organisé et dirigé par l'Intersyndicale a bien servi la défense de l'ordre bourgeois; il a fait office de soupape de sécurité pour que s'échappe une partie de ces tensions. A nouveau toute une partie des participants tirera la leçon que les «luttes» sont condamnées à l'échec et non pas que c'est l'orientation du mouvement qui a conduit à l'échec. L'Intersyndicale et en particulier la CGT, aidée en outre par les attaques de la presse et de politiciens bourgeois (cette campagne qui était en fin de compte modérée avait aussi ce but-là), en ressortent en effet avec une légitimité renforcée aux yeux des travailleurs.

D'une certaine façon le terrain social est en partie déblayé pour les attaques à venir par les prochains gouvernements; le PS a ainsi une nouvelle fois «fait le sale boulot» au profit du capitalisme (y compris en se brûlant lui-même) non seulement en faisant passer une nouvelle attaque, mais surtout en décourageant les travailleurs, tout en redorant le blason des organisations qui demain seront une nouvelle fois appelées à tenir le front social. Le capitalisme mondial se dirige à nouveau vers une récession généralisée, pour l'instant encore pratiquement limitée aux pays «émergents»; en France comme dans d'autres pays européens la croissance est nulle ou à peine négative, sans qu'il y ait pour l'heure de véritable récession, les mesures de stimulation artificielle de l'économie par la Banque Européenne fonctionnant encore.

Cette prochaine récession nécessitera

pour le capitalisme de s'attaquer davantage aux travailleurs pour maintenir ses profits, le capitalisme français par ailleurs déjà dans une situation relativement difficile notamment par rapport son éternel partenaire-concurrent allemand, en ayant encore plus besoin que d'autres.

...AUX LUTTES FUTURES

A la suite du mouvement contre la loi El Khomri, un boulevard s'ouvre pour les prochains gérants du capitalisme français. Ce n'est pas par hasard que les différentes équipes de politiciens de droite qui s'approprient à la relève ont annoncé à peu près tous la même stratégie: aller vite et fort dans les attaques; ils entendent ainsi profiter de cette situation créée par le gouvernement PS et les organisations syndicales.

Il est inévitable que les futures attaques réussissent ainsi à passer, mais ce ne sera évidemment pas la fin de la lutte des classes – ni malheureusement du réformisme.

La perspective pour les travailleurs serait cependant moins difficile à court terme, si une minorité d'entre eux, même très petite, avait commencé à se démarquer du collaborationnisme syndical dans le mouvement que nous venons de vivre.

Cela n'a pas eu lieu, il faut enregistrer le fait, mais cela ne signifie pas que les capitalistes ne rencontreront pas d'obstacle au moment où ils s'y attendent le moins. Les luttes futures sont inévitables; les prolétaires d'avant-garde, sans se laisser se démoraliser, devront s'y préparer en tirant les leçons des défaites passées, dont la plus importante est la suivante:

Travailler pour l'organisation de classe des prolétaires, dans comme hors des syndicats, mais toujours en opposition avec les orientations et les pratiques collaborationnistes des appareils et des partis de gauche ou de la soi-disant extrême-gauche!

Alstom Défendre les travailleurs, pas l'entreprise!

(Suite de la page 1)

plus grosse entreprise française d'ingénierie, est toujours ce qu'on appelle une «multinationale»; ayant plus de trente mille employés dans le monde, elle dispose de 90 sites dans 35 pays; trop productrice par rapport au seul marché français, elle ne peut vivre que sur le marché mondial, où elle est le troisième producteur des moyens de transport ferroviaire. En France Alstom compte près de 9000 employés répartis sur 12 sites, travaillant à 40% pour l'exportation. Le site de Belfort est spécialisé dans l'assemblage final de locomotives de TGV, dont les différentes parties sont fabriquées dans d'autres usines, alors qu'autrefois elles étaient entièrement faites sur place (il y avait alors plus de 2000 travailleurs); celui de Reichshoffen est spécialisé dans l'assemblage final de locomotives de trains régionaux.

Alstom a connu une histoire mouvementée, faite de fusions nationales et internationales et de séparations de branches de production, qu'il serait trop long de rapporter ici. Disons seulement que sa croissance l'avait transformée en un gigantesque conglomérat international employant plus de cent mille personnes, avec des activités dans l'électricité, les télécommunications, l'électronique, la construction navale, en plus de son métier historique dans la construction ferroviaire.

En 2003, cet énorme conglomérat est en proie à une grave crise à la suite de l'effondrement de ses principaux marchés; alors qu'à Belfort un premier «plan social» avait déjà fait disparaître 35% des emplois, Alstom est maintenant menacée de faillite – ce qui aurait profité à son éternel rival, le géant allemand Siemens, à l'affût pour récupérer les branches du groupe qui l'intéressent. Mais elle fait appel à l'Etat français pour venir à son secours notamment par des injections

de capitaux (2,8 milliards d'euros), à la grande colère de Siemens qui lui-même fait intervenir l'Etat allemand (pour violation des règles européennes de la concurrence): la concurrence entre grandes entreprises capitalistes se mue, comme toujours lorsqu'elle atteint un certain niveau, en affrontement entre Etats bourgeois. Finalement un compromis sera trouvé: Alstom cède une partie de ses actifs à Siemens (turbines industrielles), d'autres à Areva, vend sa branche de construction navale à un groupe norvégien, etc. La «restructuration» à coup de fermetures de sites et de disparitions d'emplois en France (à Belfort le nouveau «plan social» avait entraîné la suppression de 40% des emplois restants du site de Belfort) et à l'étranger permet à l'entreprise de se refaire une santé sur le dos des travailleurs (2).

Un trait particulier de la politique commerciale d'Alstom est le recours généralisé à la corruption pour conquérir des marchés; l'entreprise a été condamnée pour corruption au Mexique, en Suisse, suspectée en Lettonie, Malaisie, Tunisie (pour des versements à un proche de Ben Ali afin d'enterrer un scandale de malfaçons à la centrale électrique de Radés); la Banque Mondiale l'a écartée de ses appels d'offres après une affaire de corruption en Zambie, etc (3).

Mais cette pratique ne pouvait suffire, et les problèmes ont recommencé après la crise économique de 2008. Alstom engage une nouvelle restructuration avec cession d'actifs et suppression d'emplois (1300 emplois supprimés en 2013). En 2014 coup de tonnerre: la direction annonce sa décision de vendre sa branche énergie à l'américain General Electric (la plus grande entreprise industrielle privée du monde, vieille partenaire du groupe) pour se concentrer sur le ferroviaire; si la branche énergie représente plus de 70% de l'activité d'Alstom, elle connaît depuis des années des difficultés et a une faible rentabilité. Le gouvernement socialiste et son ministre de l'économie Montebourg auront beau multiplier les effets de manche et les déclarations nationalistes, ils devront bien en définitive accéder aux desiderata des capitalistes actionnaires et dirigeants d'Alstom (4).

General Electric promet qu'il allait déve-

lopper l'activité de la branche qu'il achetait et maintenir, voire développer, l'emploi. Mais les promesses n'engagent que ceux y croient: au début de cette année G. E. annonçait la suppression de 6500 emplois en Europe dont 600 en France, soit près de 10% des effectifs de la branche...

L'annonce de la fermeture du site de Belfort, alors qu'Alstom a remporté plusieurs gros marchés à l'international, a été prononcée à la suite de la perte d'une grosse commande de la SNCF au profit d'un concurrent allemand: l'ouverture à la concurrence fait que la SNCF n'est plus la vache à lait de l'entreprise. Il est plus que probable que cette annonce, faite dans une période politiquement sensible, avait pour but de faire pression sur les autorités. Le message a été parfaitement reçu: «nous devons nous mobiliser pour apporter des commandes. (...) C'est le rôle des acteurs publics, régions entreprises de transport, SNCF, RATP», a déclaré Hollande, toujours empressé auprès des capitalistes. Le souci du gouvernement n'est pas le sort des travailleurs, mais celui de l'entreprise, on le savait et Alstom semble bien partie pour engranger des commandes! Quant au maintien de l'emploi, c'est une autre affaire...

Face à l'attaque patronale l'intersyndicale multiplie les déclarations fermes, mais elle est surtout intéressée à éviter des réactions incontrôlées des travailleurs. Elle a organisé des «actions symboliques» (selon ses dires: fermeture des portes du site, etc.), une montée sur Paris et appelé en même temps à une journée de grève des travailleurs du groupe. C'est bien le moins qu'elle pouvait faire, étant donné que le site de Belfort n'est pas le seul menacé en France. Selon le NPA, si les travailleurs de Belfort «n'ont pas encore décidé la grève, c'est que, conscients de leurs savoir-faire, ils tiennent à honorer certaines commandes» (5). En réalité ce sont les organisations syndicales collaborationnistes qui mettent au premier plan la défense de l'entreprise, empêchant autant que possible que les prolétaires utilisent leur arme principale: l'arrêt de la production! Elles ne proposent que des interventions auprès des élus et du gouvernement, l'appel à des économistes pour analyser la politique commerciale d'Alstom, ou (CGT) la lutte pour «une politique volon-

tariste industrielle forte», pour «un projet de développement autour de nos industries, de nos services publics, de nos commerces» (5)! La lutte des classes, on ne connaît pas à la CGT Belfort: plus servile envers le capitalisme tu meurs...

POUR SE DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR LUTTE!

L'orientation de collaboration de classe qui prime la défense de l'entreprise et de l'industrie nationale, est la voie assurée de la défaite, et plus généralement de la dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires, comme le démontre l'histoire même d'Alstom. La seule voie efficace est celle de la mobilisation de tous les travailleurs, et pas seulement de ceux de Belfort aujourd'hui premiers visés, contre l'attaque patronale: ce sont tous les travailleurs du groupe qui sont menacés, c'est tous ensemble qu'ils devraient riposter, pour ne pas être battus les uns après les autres. Mais c'est bien évidemment pas cette perspective que tous les acteurs, organisations syndicales, partis de droite et de gauche, gouvernement et patronat, chacun à leur place, font tout pour éviter. C'est pourtant vers elle qu'il faut aller, c'est elle qu'il faut préparer.

Le cas de Belfort vaut pour tous les prolétaires: en dehors de la lutte et de l'organisation de classe, il est impossible de résister victorieusement aux capitalistes et à leur Etat.

Quelle que soit l'issue immédiate à Belfort, cette exigence est centrale.

(1) <http://www.initiative-communiste.fr/articles/les-travailleurs-dalstom-belfort-defendent-linteret-national/> Pour ces nationalistes enragés la SNCF «trahit le ferroviaire français»...

(2) Il ne s'agit pas d'une image: par exemple les centaines de travailleurs de l'usine allemande de Mannheim (dont le nouveau propriétaire est aujourd'hui General Electric) souffrent de la pénibilité de leur travail qui se traduit par des graves maux de

Après la tuerie de Nice Non à l'union nationale ! Non aux guerres impérialistes ! Lutte de classe pour en finir avec la meurtrière société du capital !

Pratiquement dès que la nouvelle du massacre de dizaines de personnes à Nice a été connue et alors que de leur propre aveu les motivations de son auteur leur étaient inconnues, les responsables gouvernementaux français ont lancé des appels à l'«union nationale» pour la «guerre» contre le «terrorisme islamiste». Dans une déclaration télévisée en pleine nuit, le président Hollande a affirmé que la France allait «encore renforcer [ses] actions en Syrie et en Irak».

Le gouvernement soulignait ainsi lui-même l'existence d'un lien de cause à effet entre les attentats terroristes en France et l'intervention militaire impérialiste en Irak et en Syrie (et en Libye). Depuis l'été 2014 les forces aériennes françaises participent aux bombardements menés en Irak par la coalition dirigée par les Etats-Unis tandis qu'un certain nombre de soldats sont présents sur le terrain ; depuis septembre 2015, l'aviation militaire française prend part aux bombardements en Syrie. Selon une ONG les bombardements des avions de la coalition dans ces deux pays auraient en 6 mois (de décembre 2015 à mai 2016) causé la mort de 1100 à 1560 civils (1).

En outre depuis plusieurs mois des commandos des «Forces Spéciales» françaises sont «actifs» plus ou moins clandestinement dans les combats en Syrie et en Libye, aux côtés de militaires américains et britanniques.

C'est cette intervention guerrière au Moyen-Orient que le gouvernement affirme vouloir renforcer, en utilisant cyniquement l'émotion causée par le carnage de Nice pour lui assurer une légitimité et un soutien parmi la population. A peu près tous les médias l'ont appuyé en multipliant les déclarations martiales, la propagande bourgeoise s'appuyant sur la débauche de nationalisme qui a atteint un niveau sans précédent à l'occasion de l'euro de football.

Dénoncer les interventions militaires de l'impérialisme français, refuser les appels à l'union nationale avec les capitalistes et l'Etat bourgeois, s'opposer à toutes les tentatives de diviser les prolétaires selon la nationalité, la race ou la religion, manifester sa solidarité avec les luttes des travailleurs sans-papiers et des migrants, telles sont les **exigences élémentaires** de la lutte des prolétaires contre la guerre politique économique et sociale que leur mène le gouvernement pour le compte des patrons et du capitalisme national et international. Le capitalisme, quelle que soit sa nationalité, n'est mû que par de sordides intérêts bourgeois et sa politique extérieure impérialiste n'est que la continuité de sa politique intérieure anti-prolétarienne.

Faire confiance à l'Etat bourgeois et à ses représentants politiques pour avoir une «protection» contre le terrorisme, qu'il soit l'œuvre de telle ou telle force moyen-orientale ou d'individus déséquilibrés, revient pour le prolétariat à accepter de rester passivement de la chair à canons ou à bombes en remettant son sort entre les mains de ceux qui vivent de son exploitation, et qui sont ses **ennemis de classe**.

Ce que démontrent les tueries de Nice ou d'Orlando (Etats-Unis), les attentats de Paris ou de Bruxelles, c'est que même dans les pays impérialistes les plus riches et les plus puissants, ceux qui dominent et pillent impunément la planète, le système politique démocratique bourgeois arrive de moins en moins à empêcher l'explosion des contradictions internes croissantes du capitalisme et la manifestation de la violence qui est à la base de tous ses rapports sociaux. Les mythes idéologiques bourgeois de progrès social, de liberté, égalité et fraternité, peuvent de plus en plus difficilement masquer la réalité de la société capitaliste oppressive, meurtrière, exploiteuse, dont la loi fondamentale de course au profit se traduit inévitablement par le mépris de la vie humaine; ce mépris se retrouve non seulement dans la répression policière, dans les interventions militaires des Etats et les bombardements des villes, mais aussi dans la violence terroriste des multiples groupes réactionnaires, et jusque dans les rapports entre les individus et la violence domestique.

Pour échapper à cet engrenage infernal de tueries et d'interventions militaires qui, sinon, débouchera fatalement sur une troisième guerre mondiale, il serait tragiquement utopique de chercher à réformer le capitalisme : depuis qu'il existe, il n'a cessé de plonger l'humanité dans des guerres et des catastrophes toujours plus meurtrières. Seuls des traîtres ou des vendus peuvent faire essayer de faire croire à une «démocratisation» du capitalisme et à une «pacification» de ses relations internationales.

La seule solution repose sur la **guerre de classe** contre le capitalisme, sur la révolution prolétarienne internationale pour instaurer le pouvoir des opprimés et des exploités, la **dictature du prolétariat**, phase transitoire nécessaire pour en finir avec la sanglante société du capital et aller vers le communisme, société sans guerres ni oppressions, sans marchés ni argent, sans classes ni Etats.

Mais pour que cette solution devienne possible, le prolétariat devra s'engager dans la voie de la lutte de classe : la voie de la lutte et de l'organisation pour la défense exclusive de ses intérêts immédiats et à long terme, en opposition frontale aux intérêts des classes possédantes et en complète indépendance des forces et des institutions liées d'une façon ou d'une autre à la conservation sociale. Seule sa réorganisation en classe, et donc en **parti** (*Le Manifeste Communiste*), lui permettra de lutter victorieusement contre les capitalistes et leur Etat et de cesser d'être la victime expiatoire des rivalités destructrices et des mortelles contradictions bourgeoises ; elle donnera aussi au prolétariat la possibilité d'entraîner dans la lutte anticapitaliste au moins une partie des couches ruinées par la crise, intoxiquées par la dégénérescence de la société actuelle et susceptibles d'être entraînées dans les pires impasses réactionnaires, en leur proposant l'objectif non illusoire mais concret du combat pour une société enfin humaine.

Si lointaine que puisse sembler aujourd'hui cette perspective, elle est la seule réaliste.

Pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne !

A bas la société du capital, vive la révolution communiste mondiale !

16/7/2016

(1) cf airwars.org/news/international-airstrikes-and-civilian-casualties-in-iraq-and-syria-december-2015-to-may-2016. Si le gros des bombardements a été l'oeuvre des Américains (par exemple en Irak 5850 bombardement), les alliés de la coalition ne sont pas restés inactifs : 761 bombardements par les Britanniques et 670 par les Français en Irak.

dos et autres troubles squelettiques, les conditions de travail n'ayant pas cessé de se dégrader depuis que l'entreprise avait été reprise par Alstom. Cf HesaMag n°4, 2e trimestre 2011. En France Alstom a été condamnée en 2006 pour l'exposition à l'amiante de ses salariés qui avait provoqué 10 morts et 80 malades à Lyz-lez-les Lannoy. Le site de Belfort est lui-même classé amiante, mais seulement pour les années antérieures à 1986...

(3) cf *Le Canard Enchaîné* du 29/8/12, qui relève qu'Alstom n'a jamais été inquiété pour ces faits de corruption en France.

(4) La vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric a rapporté un bonus de 30 millions d'euros aux 21 dirigeants d'Alstom (parmi lesquels le mari de Péresse, la présidente de la région île de France); mais le plus gros bénéficiaire fut le groupe Bouygues qui détenait plus de 25% des actions.

(5) <https://npa2009.org/actualite/entreprises/alstom-la-riposte-sorganise>

(6) Tract de la CGT Belfort, 23/9/16

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes: un «grand projet inutile», résultat normal des lois du capital

Le manque de place nous avait obligé à reporter la publication de cet article. Nous le publions ici car l'épisode du référendum sur la construction du nouvel aéroport n'a pas supprimé son intérêt; il a confirmé seulement que la démocratie bourgeoise et les élections servent toujours à la bourgeoisie, au-delà des résultats contingents des consultations.

Depuis 40 ans, les notables de l'Ouest de la France – du baron gaulliste Guichard à l'actuel ministre Ayraut – se sont faits les promoteurs de la construction d'un nouvel aéroport en Loire-Atlantique, qui en comprend actuellement deux liés à l'industrie aéronautique présente à Nantes et Saint-Nazaire.

Aucun argument sérieux ne vient étayer la nécessité de sa construction car l'aéroport actuel est largement suffisant pour le volume de passagers accueillis.

Les motifs réels de ce projet sont simples: la multinationale Vinci à qui l'Etat a concédé la construction veut engranger le maximum de profits, et les collectivités locales – qui fonctionnent comme des entreprises capitalistes – veulent attirer des investisseurs mais aussi spéculer en transformant l'actuel aéroport en terrains constructibles.

La mise en œuvre de ce projet provoquerait de nombreux dégâts sur des milieux fragiles, en particulier sur les zones humides où sera construit l'aéroport mais aussi sur le lac de Grand-Lieu qui subira la poussée urbaine de Nantes. S'il est aberrant, le projet de Notre-Dame-des-Landes n'est qu'un aspect de la dévastation générale que le capitalisme fait subir aux milieux et à l'homme.

Cette situation est parfaitement normale dans le capitalisme. Dans cette société, ce ne sont pas les besoins humains qui déterminent la production, mais les lois de l'accumulation capitaliste. Les grands aménagements ne sont donc en aucun cas une réponse à une demande sociale mais le résultat des lois du capital.

Le capital ne peut pas fonctionner autrement et les dégradations de l'environnement sont la conséquence logique de la nature

anarchique du capitalisme. Les forces productives sont en même temps des forces destructives, l'accumulation du capital repose sur la destruction et la dilapidation des ressources naturelles, de l'environnement et du travail humain.

L'ÉCOLOGISME AU SECOURS DU CAPITALISME

Pour les écologistes, la contradiction entre les besoins humains et les progrès techniques (dont le transport aérien) serait inhérente à la «société industrielle», et constituerait la conséquence de la « technique » et de la « science » elles-mêmes.

En réalité, elle est inhérente au capitalisme, parce que le but de toute l'activité capitaliste est et ne peut être que la reproduction élargie du capital. Dans son développement, et particulièrement dans la situation de crise actuelle, le capitalisme ne pourra qu'aggraver la pollution générale, aggraver les risques de toutes sortes (technologiques ou «naturels») qu'il fait courir. Il est donc à la fois illusoire et profondément défaitiste de prétendre lutter simplement contre l'installation d'un aéroport, d'un barrage ou d'une ligne à grande vitesse si on ne lutte pas pour détruire tous les rapports capitalistes de production.

Illusoire, parce que cela sous-entend que le capitalisme pourrait exister sans détruire la nature, parce que cela sous-entend que le capitalisme pourrait trouver un état d'équilibre, alors qu'il ne peut fonctionner que par une perpétuelle fuite en avant, qui implique un accroissement constant de la production et une exploitation croissante de la classe ouvrière, une prolétarisation croissante des classes moyennes, une aggravation généra-

le des conditions de vie et une oppression sociale croissante. Parce que cela sous-entend que la destruction de l'environnement tout comme l'exploitation et l'oppression ne sont pas inhérentes au capitalisme, mais en sont des aspects contingents, accidentels, ou encore dus à la bêtise ou à la cupidité des bourgeois, et que par conséquent on pourrait très bien les supprimer sans toucher aux fondements du capitalisme. Ce qui est faux.

Défaitiste, car cela revient non seulement à donner à la volonté de lutter contre la pollution, l'exploitation et l'oppression, un objectif impossible, la réalisation d'un capitalisme propre, harmonieux, pacifique et au service de l'homme, mais à détourner l'indignation légitime suscitée par les méfaits du capitalisme de ses causes véritables. Car cela revient en même temps à empêcher toute lutte réellement efficace contre le capitalisme et à empêcher la constitution de la force de classe capable de l'abattre.

LE NPA DANS LE BOURBIER ÉCOLOGISTE

Fidèle à l'orientation de l'ancienne LCR, le NPA participe à toutes les luttes environnementales sur des bases écologistes – interclassistes et petites-bourgeoises. C'est le cas à Notre-Dame-des-Landes comme sur la question du nucléaire. Les «anticapitalistes» se fixent des objectifs dans le strict cadre du système capitaliste. Le NPA proclame ainsi «*Nous avons besoin d'une agriculture paysanne, de construire et d'isoler nos logements plutôt que de pistes d'aéroports, de transports collectifs publics gratuits plutôt que d'avions et de TGV, d'emplois durables plutôt que de bénéfices pour les multinationales parasites comme Vinci*» («Nous garderons Notre-Dame-des-Landes. Ni expulsion, ni travaux: abandon définitif du projet!», 15 février 2016, npa44.org). C'est le degré zéro du réformisme !

Cet aplatissement total devant les lubies petites-bourgeoises est renforcé par l'alliance qu'a noué ces dernières années le NPA en Bretagne. Aux élections européennes de 2014 et aux régionales de 2015, les «anticapitalistes» ont fait liste commune avec

(Suite en page 4)

« Il Comunista »

Nr.145 - Settembre 2016

Nell'interno

- Il mito dell'europa unita e la palude del mercato mondiale
- Un altro devastante terremoto sconvolge il centro Italia
- Messico: La sanguinosa repressione borghese e la danza macabra dell'«estrema» sinistra
- Pugno di ferro in Turchia
- La presa di posizione del partito di fronte alla carneficina di Nizza.
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale (3)
- Piacenza: Muore un operaio investito da un camion, durante un picchetto alla GLS
- Con i morti ancora caldi e i vivi agonizzanti sotto le macerie, il giorno dopo il terremoto nel centro Italia già si parla di «ricostruzione»
- La Sinistra comunista d'Italia sottoposta al supplizio borghese dei «Dizionari biografici»
- Tra pace e guerra

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8€; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Espagne Esclaves du ciel

(Suite de la page 1)

chèrent en 2010 avec la grève générale du 29 septembre et se terminèrent par les dites «Marches pour la dignité» du 22 mars 2014; il ne s'est pas agi alors d'une «explosion démocratique», comme on a appelé le mouvement des Indignés, mais d'une vague de protestations menées par les prolétaires et les secteurs les plus appauvris des dites «couches moyennes».

Durant les premières années de la crise capitaliste mondiale (2008-2009) l'augmentation drastique du chômage fut la note dominante dans la classe prolétarienne. Au cours de cette période, en partie à cause des mauvaises prévisions économiques faites par les experts du patronat et du gouvernement, les salaires ne subirent pas une baisse aussi brusque que ce à quoi on aurait pu s'attendre. La dépense publique ne diminua pas, mais augmenta encore, suivant la tendance des années antérieures, renforcée par les plans de stimulation économique par l'investissement direct. Pour les cas extrêmes que les mesures anti-cycliques gouvernementales ne touchaient pas, les indemnités de chômage garantissaient une stabilité minimum aux bénéficiaires et à leurs familles. Le premier coup de la crise fut ainsi surmonté et son impact sur la classe prolétarienne pendant un temps fut plus d'ordre psychologique que matériel, même si cette situation n'était pas appelée à durer.

La première de la série de mesures anti-ouvrières adoptées par les gouvernements espagnols de ces années le fut par le socialiste Zapatero en 2010: réforme des retraites qui reculait l'âge de la retraite à 67 ans. Elle était suivie quelques mois plus tard par une réforme des lois du travail, justifiée comme toujours par la lutte contre le chômage. Les organisations syndicales répondirent par une grève générale, davantage à cause de la tension sociale qui s'était accumulées à la suite des mesures anti-cycliques adoptées depuis deux ans, que de la gravité réelle de la réforme. En effet l'augmentation des chômeurs et le nombre de personnes ne touchant aucune allocation, la baisse des salaires, etc., avaient provoqué un mécontentement parmi les prolétaires qui finit par obliger

le syndicat à appeler à une journée de grève générale. Ils le firent avec plusieurs mois d'anticipation en cherchant à ce qu'elle n'ait pas lieu au moment où la pression aurait été la plus forte parmi les prolétaires et en adoptant des dates et une organisation complètement étrangères à ce que la lutte aurait exigé.

Mis à part l'habituelle querelle des chiffres entre les syndicats, le patronat, le gouvernement et l'opposition, la grève eut une signification sans équivoque: la politique des organisations syndicales, et tout particulièrement celles des CC.OO. (Commissions Ouvrières) et de l'UGT, les principaux syndicats, était exactement la même que celle qu'elles suivaient depuis trente ans: appel à une seule journée de grève, aucune organisation même minimale (pas de piquets, pas de pression dans les entreprises, aucune présence dans les quartiers ouvriers...), aucune répercussion sur les objectifs officiellement proclamés, etc. En fait la grève était appelée uniquement pour servir de soupape de sécurité pour faire tomber la pression accumulée, son objectif était d'utiliser seulement les méthodes démocratiques de lutte, en lui donnant comme fonction primordiale de renforcer la collaboration entre les classes et en épuisant et désillusionnant les prolétaires qui y participaient.

CC.OO comme l'UGT ont construit leur légende épique avec l'aide de la bourgeoisie et de ses porte-paroles. Parmi les points marquants de cette légende, se trouve la fameuse grève générale du 14 décembre 1988. Au delà du fameux épisode de l'écran noir de la télévision à minuit, cette grève générale servit à endiguer la lutte ouvrière qui se renforçait alors par des affrontements directs avec la bourgeoisie et ses projets de désindustrialisation, par la voie de la protestation symbolique. L'intelligence du gouvernement socialiste qui retira son Plan d'Emploi Jeunes, donnant ainsi au syndicat l'apparence de la victoire, pour faire passer le contenu intégral de cette réforme dans des lois ultérieures, renforça cette illusion à propos d'une lutte entièrement démocratique et respectueuse des besoins généraux du pays. La grève du 29 décembre se range dans ce type de mobilisations avec lesquelles les CC.OO et l'UGT comme les partis de la gauche parlementaire

et extraparlémentaire ont éduqué le prolétariat à la résignation la plus absolue. Mais elle fut symptomatique de la faiblesse qui commence à affecter cette politique de contrôle, comme en témoigne le fait que pendant la grève comme par la suite les appels des syndicats et des organisations sociales de tout type ont eu un écho qui aurait été impensable auparavant. La tension sociale était simplement trop forte pour être suffoquée par un unique mouvement.

Le mouvement dit des «Indignés» fut la conséquence de cette faiblesse de l'opportunisme politique et syndical. Il consista en une réaction de la petite bourgeoisie face à la situation toujours plus difficile qu'elle connaissait. Pendant les années de prospérité économique avant la crise de 2007-2008 cette petite bourgeoisie avait souffert dans sa chair les conséquences des lois de développement capitaliste: centralisation du capital, concentration de la propriété privée, augmentation des prix, etc., qui avaient délogé une partie de cette couche de sa niche sociale pour la plonger dans une situation toujours plus précaire. C'est uniquement le cycle de crédit à faible accompagnement les premiers pas de la croissance de la décennie 1996-2006, qui avait permis à une bonne partie de la petite bourgeoisie traditionnelle de ne pas perdre son niveau de vie.

Des mouvements de protestation antérieurs à la crise comme *Logement digne*, faisaient référence précisément à cette situation qui asphyxiait les nouvelles générations de la petite bourgeoisie coincées entre la précarité du travail (qui ne touche pas seulement la classe prolétarienne) et une brutale pression financière. Finalement l'éclatement non seulement de la bulle immobilière, mais aussi de la bulle de crédit sur laquelle ces couches intermédiaires avaient bâti une fragile stabilité, les plongea dans une situation désespérée.

Le mouvement des Indignés fut la confluence de cette frustration de la petite bourgeoisie, principalement des grandes villes, et de l'incapacité ouvertement manifestée par l'opportunisme politique et syndical à canaliser le malaise social qui croissait à pas de géants: il ne faudrait pas croire que cette incapacité résidait dans le fait que les prolétaires auraient rompu avec la politique interclassiste de l'opportunisme; en fait les organisations politiques et syndicales qui menaient cette politique n'avaient déjà que très peu de marges de manoeuvre pour concilier la défense des intérêts de classe de

la bourgeoisie et le contrôle de la classe ouvrière. Dès le début le mouvement son orientation et son caractère politiques furent de nature petite-bourgeoise; il fut bien loin d'avoir un caractère de «révolte populaire» dans le style des mouvements de la place Tahrir, de Tunisie ou de Libye. Ses revendications fondamentales étaient caractéristiques de son orientation démocratique qui faisait de la réforme de l'Etat la garantie de la défense des intérêts du «peuple»: réforme de la loi électorale, loi sur la transparence, réforme du financement des partis, référendum sur les mesures de «sauvetage» de l'économie prises par le gouvernement, etc.; autrement dit une réforme politique qui en finirait avec la crise et ses conséquences. Illusions? Non, invariance historique de l'idéologie de la petite bourgeoisie qui toujours et partout, voit dans l'Etat (libéré, bien sûr, de la mauvaise influence «des marchés») la planche de salut social.

Mais le Mouvement des Indignés donna le coup d'envoi à des mobilisations bien éloignées de son expression originelle sous forme de campement et de consensus. A peine deux mois après par exemple les marches à Madrid depuis les quartiers jusqu'au parlement, appelées par les «Assemblées des Travailleurs des quartiers et des cités», attirèrent des milliers de jeunes prolétaires de la périphérie ouvrière jusqu'au centre de la ville, inaugurant la technique des mobilisations massives qui eurent lieu au cours des quatre années qui suivirent. Celle-ci consistait en une forte mobilisation de différentes couches de la classe ouvrière (et lors des grèves générales d'une véritable démonstration de force de sa part) sous la direction d'un mouvement interclassiste structuré sur la base des revendications politiques de la petite bourgeoisie. Ainsi par exemple la lutte contre les agressions des travailleurs de la Santé ou de l'Éducation fut menée sous le drapeau de la défense du secteur public (au nom duquel on licenciat et baissait les traitements!). Les mobilisations des deux grèves générales suivantes se convertirent en grande partie en un cirque des Indignés fermant les magasins dans les artères commerciales tandis que la police et les patrons restaient maîtres des zones industrielles des périphéries urbaines. Si l'opportunisme classique, celui qui était représenté en Espagne par les organisations syndicales CC.OO et UGT, les staliniens de Izquierda Unida et leurs partisans, s'est es-

Notre-Dame-des-Landes

(Suite de la page 3)

Breizhistance – Gauche indépendantiste bretonne. Cette organisation d'«extrême» gauche nationaliste bretonne donne comme objectif à la mobilisation d'«inverser la tendance en tentant d'inventer de nouveaux modèles de solidarité, de reprendre possession de nos moyens de production économique, d'en inventer de nouveaux à dimensions humaines et capables de répondre au déficit climatique et à l'appauvrissement des ressources» («Comme à Plogoff et au Carnet, le peuple breton a toujours gagné! Manifestons contre l'aéroport de NDDL le 22 février à Nantes», 18 février 2014, breizhistance.tv). Un rêve typiquement petit-bourgeois et anticommuniste!

LE FRONT ANTICAPITALISTE 44: DISCOURS RADICAL ET ILLUSIONS RÉFORMISTES

Ce Front a été initié par des organisations anarchistes (Alternative Libertaire, Fédération Anarchiste, Organisation Communiste Libertaire et Confédération nationale du Travail) et les maoïstes de Voie Prolétarienne. Il a réussi à organiser dans les manifestations des cortèges qui ont regroupé plusieurs centaines de personnes.

Ce cartel a un discours plus radical que le NPA. Il dénonce un «projet capitaliste»: les «capitalistes cherchent sans cesse à redéployer leurs capitaux pour assurer la reproduction de ces derniers. Peu importe les dégâts sociaux et écologiques occasionnés».

Mais loin de voir dans ces grands amé-

nagements, le résultat normal des lois du capital, le Front n'y voit que «l'intérêt économique d'une poignée de puissants» jugeant que «les seuls bénéficiaires de ce projet, [...] sont les actionnaires, banquiers et dirigeants de Vinci» («Vers la lutte finale», 25 février, alternativelibertairenantes.fr).

Une fois de plus, c'est la dénonciation d'un mauvais fonctionnement du capitalisme qui serait dominé par la finance et non pas une réelle remise en cause d'un système qui ne peut que générer la destruction de l'environnement, l'exploitation et l'oppression.

Cela ressemble, sans le dire, une version «révolutionnaire» du discours antilibéral qui cible la finance pour épargner le capitalisme.

LES SPARTACISTES VOLONT AU SECOURS DE L'AÉROPORT

Par rapport au reste de l'«extrême» gauche, les spartacistes – représentés en France par la Ligue Trotskyste de France (LTF) et au niveau international par la Ligue Communiste Internationale (LCI) – se singularisent.

Le journal *Le Bolchevik* a publié un court mais virulent article («Les apôtres de la décroissance en pèlerinage à Notre-Dame-des-Landes», mars 2016) contre les opposants à la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes qu'il accuse d'être des «primitivistes» (!?).

La LTF défend le droit des «habitants de la région (plusieurs millions dans le périmètre d'attraction de l'aéroport potentiel) [d']avoir accès à un véritable aéroport international». Une nouvelle revendication qui pourrait sans doute rejoindre la longue liste du

catalogue transitoire des trotskistes!

Pour cette variété de trotskistes, le capitalisme serait donc capable de répondre aux besoins humains et serait même encore progressiste face aux «primitivistes». C'est une position totalement réactionnaire.

De plus, dans le même article, la LTF montre que sa conception du socialisme est également anti-marxiste. Elle affirme que «Lorsque les ouvriers seront au pouvoir, les travailleurs de l'aéroport actuel, ceux des usines aéronautiques et autres travailleurs de la région, et secondairement le reste des riverains concernés par l'aéroport, pourront décider ce qui est dans l'intérêt des masses travailleuses de la région, dans le cadre d'une planification socialiste internationale d'une économie collectivisée». La planification revendiquée laisse place au fédéralisme dans lequel chaque région décide au coup par coup des aménagements utiles à toute la société!

A leur décharge, cette position des spartacistes est logique pour un courant qui confond capitalisme sauvage à la sauce chinoise avec une forme d'économie socialiste.

UNE NÉCESSITÉ: LIER LA LUTTE CONTRE LES SACCAGES DE L'ENVIRONNEMENTALES À LA LUTTE DE CLASSE ANTICAPITALISTE

Les révolutionnaires communistes ne doivent pas se désintéresser des luttes contre la dégradation de l'environnement, rester indifférents à la répression qu'elles rencontrent, sous le prétexte que ce ne sont que des luttes contre les effets inévitables du capitalisme ou qu'elles sont par définition interclassistes. Il ne faudrait pas les aban-

donner à des forces qui, même si elles sont indéniablement combattives, restent prisonnières d'orientations qui seront inévitablement récupérées par l'adversaire de classe. Il s'agit de démontrer que les grands projets d'aménagement ne sont qu'une des manifestations désastreuses que connaît le système capitaliste dès son origine: comme disait Marx dans *Le Capital*: «le capitalisme est né suant le sang et la boue par tous ses pores». Il s'agit de montrer que pour freiner, voire faire reculer, les énormes intérêts des grands groupes impérialistes et capitalistes et de leurs Etats, l'intervention d'une force puissante serait indispensable, cette force étant le prolétariat révolutionnaire, dont le but final est d'une bien plus grande portée que la correction de quelques méfaits du capitalisme.

Aujourd'hui cette force n'existe pas, le prolétariat étant encore ficelé par les mille liens tissés par le collaborationnisme, anesthésié par la propagande démocratique et pacifiste bourgeoise. Seule une petite minorité des participants à ces luttes, peut être sensible aux positions communistes parce qu'ils sont des prolétaires; seuls quelques rares éléments peuvent comprendre qu'ils doivent lier leur combat au combat fondamental contre l'exploitation capitaliste; mais ce n'est pas une raison pour renoncer à défendre les orientations communistes!

Ce n'est qu'en détruisant le capitalisme, en imposant sa dictature à la bourgeoisie, que le prolétariat pourra arrêter les projets inutiles et dangereux, supprimer les productions antisociales, arrêter la course folle à la production pour le profit et centrer la nouvelle économie sur la satisfaction des besoins de l'humanité toute entière, y compris des générations à venir.

soufflé, le Mouvement des Indignés vint pour raviver la doctrine de la collaboration entre les classes, assumant en passant une version un peu plus violente qui allait de pair avec la tension existante, tout en partageant les mêmes principes de base.

Un nouvel opportunisme prit ainsi naissance sur les places; nouveau par les nouveaux individus qui le composaient, non parce qu'il aurait changé une virgule sur le plan politique ou théorique par rapport à l'ancien. Les jeunes professionnels, universitaires, militants des dits «mouvements sociaux» trouvèrent dans le Mouvement des Indignés l'occasion de s'intégrer dans une politique à grande échelle qui venait combler un vide laissé par les acteurs de la politique traditionnelle. Mais ce phénomène n'a lui-même rien de nouveau. Ni la révolution ni la contre-révolution ne concernent une seule génération. La guerre entre les classes antagonistes requiert de la bourgeoisie tous les efforts, toutes les ressources et toutes les personnes pour empêcher que le prolétariat ne reprenne sa lutte. Comme demain cette lutte aura besoin de tous les membres de la classe ouvrière pour mettre fin à l'enfer bourgeois qu'aujourd'hui les petits politiciens des municipalités et du Parlement veulent repeindre en rouge parce qu'ils ont gagné un siège.

La base historique plus récente de l'opportunisme, base sur laquelle il réalise sa fonction de lier la classe prolétarienne au char de la bourgeoisie, est la gestion des amortisseurs sociaux avec lesquels la bourgeoisie soulage les prolétaires dans les périodes de prospérité économique. L'usure de la politique opportuniste, de la domination des prolétaires par les organisations défendant la conciliation entre les classes, passe donc par l'usure des ces amortisseurs. Particulièrement aux époques où c'est précisément la bourgeoisie qui n'est pas disposée à collaborer, époques où elle doit par force restreindre ses concessions matérielles aux prolétaires, tant les syndicats que les partis de gauche et d'extrême gauche – chacun dans leur propre champ d'intervention, étroitement économique pour les uns, plus large et politique pour les autres – tendent à perdre rapidement le soutien à leur programme et à leur action de la part des travailleurs. Mais si leur capacité de manoeuvre parmi les prolétaires diminue, l'influence qu'exerce sur ceux-ci des décennies de la domination de leur politique, de longues années d'habitude de collaboration avec la bourgeoisie, etc., ne disparaît pas automatiquement ni immédiatement. Le bouillon de culture de la relève générationnelle n'a donc pas disparu et de nouveaux paladins de la démocratie prennent dans les rues la relève de ceux qui accomplirent la «Transition» d'avec le Franquisme avec les mêmes consignes qui se résument en une seule: défense de la soumission démocratique du prolétariat à la bourgeoisie.

Les circonstances particulièrement dures pour le prolétariat engendrées par la crise donnèrent lieu à une série de revendications immédiates liées la défense de ses conditions d'existence tournant autour de la lutte contre les mesures gouvernementales. La bourgeoisie a sans aucun doute appris la leçon de ses batailles antérieures contre les prolétaires; elle sait parfaitement comment moduler ce type de mesures pour frapper isolément et à des moments différents les divers secteurs du prolétariat. La concurrence que dans le système capitaliste les prolétaires se font entre eux, jeunes contre vieux, autochtones contre immigrés, employés contre chômeurs, etc., prend alors une importance particulière au moment d'empêcher la solidarité entre les travailleurs des divers secteurs et avec les chômeurs. Pour pouvoir atténuer la réaction sociale devant ses exigences, qui sont celles de la valorisation du capital en crise, la bourgeoisie compte bien sûr sur l'enracinement que les principes démocratiques, défenseurs de la légalité bourgeoise à tout prix et adversaires de la lutte prolétarienne, ont acquis avec le mouvement des Indignés. Les nouveaux porte-voix de ces principes furent le visage public de la domination de l'apolitique conciliatrice et anti-classiste qui s'imposa dans les mobilisations. Sa promesse était claire: la renouveau démocratique et de la défense de l'Etat bourgeois face à la bourgeoisie elle-même

feraient disparaître les maux dont souffre le prolétariat.

Mais de la même façon que la perte de capacité de réaction des centrales syndicales collaborationnistes et des partis de l'opportunisme classique les menait dans une impasse qui les empêchait de canaliser le mécontentement existant, la faiblesse matérielle du Mouvement des Indignés et de ses dérivés l'empêchait à moyen terme de contrôler la rue. Si l'on observe l'évolution des mobilisations en Espagne durant la période que nous considérons, on peut constater une tendance croissante à la participation des prolétaires ainsi qu'à un abandon des principes originaux du mouvement. La participation massive aux grèves générales (pas seulement aux manifestations, mais, de façon très significative, aux piquets nocturnes dans les quartiers et cités ouvrières), l'accueil à Madrid de la «Marche des Mineurs» en juillet 2012, moins par ses revendications elles-mêmes que le courage avec lequel les mineurs s'affrontèrent à la police, la solidarité rencontrée en tant d'endroits par le conflit des habitants de Gamonal, les divers conflits du travail soutenus par des manifestations de rue., etc., jusqu'aux «Marches de la dignité» de 2014. Pendant tout ce temps les prolétaires ne rompirent pas avec la direction interclassiste qui organisait et maintenait les manifestations. Sa force était trop grande pour une classe ouvrière complètement privée de l'expérience de la lutte de classe passée et encore fortement affectée par l'illusion qu'il était possible de vaincre sans lutter ouvertement.

Mais précisément dans cette période le changement progressif de ton des mobilisations indiquaient qu'une certaine expérience s'accumulait au fil des années, que les freins qui entravaient le prolétariat depuis 2010 pouvaient se relâcher à mesure que la situation se détériorait et que les chants de sirène démocratique n'arrivaient pas à bon port. Finalement en mars 2014 les «Marches de la dignité» firent descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de prolétaires madrilènes à l'appel non des syndicats traditionnels, ni mêmes des Indignés, mais d'une myriade de groupes d'extrême gauche qui n'avaient jamais pu rassembler plus d'une centaine de personnes dans une ville comme Madrid. En marge de la violence avec laquelle les manifestants répondirent aux agressions policières, provoquant la démolition des forces anti-émeutes (et qui indigna beaucoup plus les fabricants professionnels de l'opinion publique que toutes les attaques policières prises ensemble contre des manifestants pacifiques), le 22 mars signifia que le prolétariat pouvait répondre spontanément à tout appel qui touchait la fibre sensible de la colère accumulée et que donc il pouvait prendre n'importe quelle direction et pas seulement celle que le folklore des mouvements de place ou des directions syndicales avait tracée.

C'est à partir de ce 22 mars que commença l'histoire officielle de Podemos.

DU 22 MARS AUX «MUNICIPALITÉS DU CHANGEMENT» ET À LA FRUSTRATION ÉLECTORALE

Quelque temps après son apparition comme leader de Podemos, Pablo Iglesias expliqua à des revues voulant connaître de près le «phénomène Podemos» comment l'augmentation de ses apparitions télévisées, en commençant par des chaînes de droite, et sa présence y compris dans la presse du cœur, faisaient partie d'une stratégie pour rendre visible son parti. Cela fait partie des rares choses sur laquelle il ne se trompe pas, quoiqu'il intervertisse les termes de la question. On sait qu'Iglesias qui n'était jusque là que le présentateur d'un programme de télévision «alternatif» sur une chaîne de faible audience, fut appelé par les directeurs de Intereconomía pour expliquer en tant que «leader de gauche» pour quoi apparaissait dans l'idylle des Indignés aux méthodes pacifistes, des groupes de jeunes qui sous le mot d'ordre «Assiéger le Parlement» s'affrontaient violemment avec la police. De là à être coopté par les principales chaînes de gauche, il ne se passa que quelques mois. Et après le 22 mars et les «Marches de la dignité», tous les moyens de communication four-

nirent une plate-forme à Podemos.

On pourrait considérer cela comme anecdotique si à partir de là toutes les manifestations, mobilisations, etc. disparurent de la scène. Podemos qui n'était pas encore un parti, qui n'avait pas le moindre réseau organisationnel, mais qui jouissait du soutien de tous les moyens de communication réussit à gagner 5 sièges aux élections européennes de 2014. L'écho médiatique fut assourdissant, le très officiel Institut National de la Statistique donna Podemos vainqueur d'hypothétiques élections générales, allant jusqu'à dire que c'était le parti qui avait le plus progressé en un an... Pendant ce temps les dirigeants de CC.OO et UGT se pressaient d'arriver à une ridicule signature de la paix sociale avec le gouvernement et tous les appels classiques à mobilisation des années précédentes disparaissaient prudemment. Pedro Iglesias a bien raison de dire que sa célébrité et ses succès électoraux ultérieurs ont été le résultat d'une stratégie; mais il ne s'agissait pas de sa stratégie...

Pour le marxisme il n'y a aucune difficulté à expliquer le montée de Podemos. Les partis ne se créent pas, ils se dirigent, et la bourgeoisie a trouvé des dirigeants qui, pour un certain temps, lui conviennent. Podemos a pu se présenter aux élections européennes appuyé uniquement par les chaînes de téléliées au PSOE sans avoir constitué le moindre noyau d'organisation pour mener campagne, parce qu'il représentait un programme clair et non équivoque que les moyens de communication comme les diverses forces politiques étaient prêts à soutenir: la canalisation de la tension sociale par la voie démocratique, électorale et institutionnelle. Ce programme, fondement du parti, apparaissait clairement comme la seule alternative à un moment où cette tension sociale semblait s'approcher d'un niveau où elle deviendrait difficile à contenir: Podemos faisait disparaître les éventualités les plus risquées. C'est pour cette raison qu'une tentative qui initialement ne paraissait pas devoir rencontrer plus de succès que toutes celles qui l'avaient précédée put se constituer solidement sur la base d'es points suivants: reconversion de toutes les mobilisations sociales en effort parlementaire, renforcement de la confiance dans l'Etat bourgeois, renouveau de l'illusion démocratique comme seule alternative à la dégradation des conditions de vie du prolétariat. Evidemment avec une condition sine qua non: plus de manifestations dans les rues, condition qui, bien entendu, fut remplie.

Un an plus tard, sans que Podemos ait expliqué ce qu'il avait obtenu par ses députés au parlement européen et sans qu'il ne dise un seul mot sur les mesures tangibles qui auraient résulté de leur élection, apparurent les «candidatures du changement». Il s'agissait de regroupements des forces locales de Podemos avec divers groupes de l'extrême gauche extraparlamentaire et parfois Izquierda Unida, pour les élections municipales de 2015. Dans les grandes villes, les plus touchées par la crise, ces listes recueillirent un nombre considérable de suffrages. A Madrid, Barcelone, dans quelques villes de Galice, à Saragosse et Cadix, elles gagnèrent les municipalités. Dans d'autres grandes villes elles soutinrent l'investiture de candidats du PSOE. Il est significatif que là où elles gouvernent, les candidatures liées à Podemos le font grâce au soutien du PSOE, parti qui porte la responsabilité des attaques les plus brutales contre la classe ouvrière des quarante dernières années, sans parler de certains cas importants de corruption ou du terrorisme para-étatique des GAL.

Un an après quel est le bilan de ces candidatures?

La mairesse de Madrid, Manuela Carmena, avait déjà laissé entendre ce qu'on devait attendre de son élection lorsqu'elle a déclaré qu'elle n'ait pas à proprement parler un programme électoral, mais un ensemble de «suggestions»; et qu'en conséquence les promesses avec lesquelles elle ait remporté les élections à propos de la lutte contre le chômage, de la fin des expulsions des logements, de la création d'une banque publique, etc. étaient simplement de bonnes intentions dont on ne devait pas attendre beaucoup. Et à Madrid il continue à y avoir des expulsions, le chômage n'a pas disparu, la banque publique n'a pas vu le jour...

C'est que le véritable programme de toutes les candidatures n'était pas écrit noir sur blanc, le véritable programme étant de regrouper les prolétaires sur le seul terrain de l'illusion démocratique et de la participation électorale, leur faire abandonner la moindre aspiration à la lutte de classe pour se tourner vers la médiation institutionnelle. Les exagérations de son programme électoral ne s'expliquent pas autrement. Il est évident qu'une municipalité ne peut pas remplir les promesses qui avaient été faites, elle ne peut pas créer une banque ou s'opposer aux décisions légales d'expulsion; légalement elle ne peut faire rien d'autre que gérer la croissance urbaine, le trafic et mettre en route quelques petites mesures sociales qui relèvent plus de la charité que de toute espèce de solution des «problèmes sociaux»; mais il ne s'agissait pas de ce qu'une municipalité pouvait faire, mais de ce que les prolétaires devaient faire: faire confiance aux institutions de l'Etat bourgeois, se limiter à la lutte exclusivement démocratique, etc.

Une fois accomplie sa tâche de tranquiliser la rue, la municipalité de Madrid a pu se consacrer aux tâches propres de cette institution. Sous le mandat de Manuela Carmen, mis à part les singularités de la mémoire historique et les démêlés avec quelques investisseurs internationaux, la bourgeoisie a continué à faire ses affaires. La promesse de la «remunicipalisation des services publics» est resté lettre morte et le capital privé continue à tirer de juteux bénéfices des services de nettoyage et de la gestion des locaux publics à mesure que se dégrade le service dans les quartiers ouvriers et que les employés connaissent une augmentation de l'exploitation et de la répression patronale. En outre les grands projets d'investissement continuent comme le plan Chamartin qui prévoit d'agrandir la zone nord de la ville en construction des dizaines de nouveaux édifices alors que Madrid connaît de graves problèmes de logement, seule sa partie la plus sauvage ayant été réduite. De nouveaux contrats sont signés avec les constructeurs comme le Complexe de Canalejas, cession de Ahora Madrid au groupe Villar Mir qui investira 500 millions d'euros. Ou la future «réhabilitation» des zones défavorisées, qui sans aucun doute laissera de confortables bénéfices aux adjudicataires avec les 16 millions d'investissement biannuels promis.

A Barcelone, une ville où historiquement la lutte de classe prolétarienne a toujours causé plus de problème à la bourgeoisie, la liste *Barcelona En Comú* menée par Ada Colau inaugura son mandat en aidant l'entreprise Telefonica à liquider la grève de ses employés. Après avoir promis lors de la campagne électorale qu'elle ne renouvelerait pas le contrat de la ville avec la multinationale si celle-ci ne cédait pas aux revendications des travailleurs, une fois installée dans le siège de la mairie elle fit tous ses efforts avec l'aide de la police anti-émeute pour que les travailleurs arrêtent l'occupation du si-

(Suite en page 6)

El Proletario

Órgano del
partido comunista internacional
No 10 - Abril-mayo-junio de 2016

- Europa: orden capitalista, presión incontestable de poblaciones inmigrantes
- Elecciones: La saga en el cuello proletario
- ¿Para cuándo un 1º de Mayo de los trabajadores?
- El Primero de mayo, de jornada de lucha contra el capital, se ha convertido en una fiesta del sometimiento de los trabajadores asalariados al capital. ¿Cuándo volverá a ser el Primero de mayo de los trabajadores?
- El principio democrático
- Valladolid: Sobreproducción capitalista y miseria obrera.
- Sobre la crisis prolongada del proletariado y la posibilidad de remontarla (III)
- Vitoria 1976: El triunfo de la deocracia en España
- Socialismo y feminismo (A. Bordiga)
- Flint (Michigan, USA)

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS;
América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn:
US \$ 2.

Espagne Esclaves du ciel

(Suite de la page 5)

ge du Barcelona Mobile World Congress. Par la suite elle s'est affrontée aux travailleurs du métro comme à ceux des autobus en lutte pour des augmentations de salaire. Evidemment, comme à Madrid, à côté de ces conflits où elle a assumé le rôle de «défense des intérêts de la ville» (lire: de la bourgeoisie), la nouvelle municipalité a continué l'oeuvre de ses prédécesseurs pour transformer la ville en un paradis pour le tourisme de luxe alors que se dégradent les conditions de vie des habitants.

On pourrait citer des exemples similaires dans d'autres villes dirigées par Podemos, comme à Cadix où le maire presse le gouvernement d'investir dans l'industrie militaire locale qui vend des navires de guerre à des pays aussi démocratiques que l'Arabie Saoudite. Et aussi significatifs que ces faits sont les justifications qui en sont données. Les partis de l'opportunisme classique, stalinien et sociaux-démocrates, justifient devant les prolétaires la renonciation à la lutte qu'ils leur imposent à travers les illusions parlementaires et institutionnelles par une supposée tactique gradualiste, qui partirait de petites réformes locales pour petit à petit, sans effrayer la bourgeoisie, arriverait à la conquête du pouvoir. Les nouveaux «partis du changement» ne justifient rien ou presque devant une base sociale composée essentiellement de cadres de la petite bourgeoisie professionnelle plus intéressés par la gestion technique que par un quelconque objectif politique: leur complète dépendance des partis traditionnels qu'il y a seulement quelques mois ils condamnaient comme étant une «caste» et qui leur ont donné dans le jeu parlementaire le bâton de commandement, montre à qui ils rendent des comptes, qui ils servent, et, en définitive, pour qui ils travaillent.

Après les élections municipales et divers scrutins régionaux, l'heure de Podemos sonna définitivement lors des élections générales de décembre 2015 et de leur corollaire de juin 2016. Le fait qu'il ait obtenu les mêmes résultats lors des deux élections, en dépit du fait qu'entre les deux il ait voulu dépasser le PSOE, lit définitivement Podemos à l'opposition. En Espagne comme dans la plupart des pays de capitalisme développé, le bipartisme parlementaire est le mécanisme qui permet le mieux à la bourgeoisie d'exercer son gouvernement démocratique sur le prolétariat, orientant et concentrant les forces en deux courants qui garantissent la stabilité étatique en marge des variations électorales. Tout cela dans le cadre d'une progressive et irréversible soumission des pouvoirs législatif et judiciaire au pouvoir exécutif, ce qui demande précisément la continuité que seul le système bipartisan garantit.

Podemos comme son cousin germain Ciudadanos jouent le rôle de partis-béquille appelés à renforcer ce système, constituant dans l'arène parlementaire une extension des deux grands partis politiques nationaux. Les résultats électoraux ont démontré que ces deux formations n'ont aucune autonomie, et qu'ils ne peuvent qu'appuyer le gouvernement du moment.

En dehors de cet appui, le rôle que Podemos exercera vraisemblablement comme «opposition parlementaire» est extrêmement limité du simple fait que dans les démocraties blindées caractéristiques des pays développés, l'opposition parlementaire n'existe pas, n'a aucun rôle, sauf quand le parti au pouvoir tombe sous propre poids et se réactive pour la fois suivante. En fait la voie parlementaire que propose Podemos est marquée en Espagne par l'existence d'un accord initial, le Pacte de la Moncloa, qui en détermine la portée maximale. Ce pacte a constitué le programme sur lequel à la mort de Franco se constitua le parti unique de la bourgeoisie: soumission du prolétariat aux exigences du capitalisme espagnol et répression de toute tentative de rompre ce cadre. La règle de base du parlement, dont la création a été postérieure au pacte est le respect de celui-ci. Podemos dialogue avec le PSOE en prétendant l'attirer «à gauche». Il ment cons-

ciemment ou non: à aucun moment il n'a été question de rupture avec le pacte de la Moncloa. Podemos dit vouloir amener la «société civile» au parlement. Il ment: jamais aucun des articles de ce pacte qui ont frappé durement la réalité prolétarienne qui est cachée derrière l'expression trompeuse «société civile».

Podemos dit la vérité seulement quand il parle de revenir au pacte social de la Transition: misère et répression pour les prolétaires, cela oui, il peut le garantir, sinon comme «parti de gouvernement», certainement comme parti de la «coalition gouvernemental» ou de «soutien au gouvernement».

Les quatre années qui viennent verront la disparition de Podemos comme structure originale sur les bases actuelles. Avant même d'entrer au parlement national, il a remplis son rôle, qui est de consolider la force de celui-ci et le système démocratique et électoral qui en est le pilier. Mais ce sera précisé-

ment la force du système parlementaire qui transformera Podemos en un parti semblable à tous les autres.

* * *

Il existe une invariance de l'opportunisme petit-bourgeois qui réside dans une fonction qu'il doit toujours accomplir: lier le prolétariat aux intérêts de classe de la bourgeoisie par l'acceptation du système démocratique. Toute la prétendue nouveauté de Podemos peut se ramener à ce fait constant qui aura moins d'intensité dans les prochaines années, et que Syriza en Grèce a développé avec une minutie exemplaire. Les futures convulsions sociales qui peuvent sembler aujourd'hui bien lointaines, mais qui sont inévitables, même si la bourgeoisie et ses partis promettent des réformes «de fond» qui permettraient de les éviter, pousseront le prolétariat à la lutte. Dans cette lutte il devra compter sur l'expé-

rience de ces dernières années comme sur celle de la mystification parlementaire qui commence à se révéler clairement; il trouvera face à lui comme adversaire déclaré le nouvel opportunisme de Podemos et des comparses qui, s'il ne réussit pas à détourner à nouveau la tension sociale dans les voies démocratiques, utilisera tous les moyens pour combattre ouvertement le prolétariat y compris en adoptant des positions ouvertement de droite.

En fin de compte c'est pour ça qu'on a ouvert les portes des télévisions à Pablo Iglesias.

(1) La Faculté de Sciences Politiques de l'Université Complutense de Madrid, à Somosaguas, est présentée comme le germe de Podemos; quelques uns de ses professeurs les plus prestigieux en ont été les théoriciens.

«Dirty» Duterte Le nouveau visage sanglant de la démocratie bourgeoise aux Philippines

Les Philippines, dont l'économie était autrefois essentiellement agricole, a connu un récent développement industriel. En 1980, plus de 37% de ses exportations étaient des produits agricoles; en 2015 ils n'en représentaient plus que 7%, alors que les produits industriels constituaient plus de 70% des exportations (les produits électroniques, à eux seuls représentaient 44% des exportations du pays).

Rangés dans la catégorie des «nouveaux pays industrialisés», les Philippines font partie de ceux que les économistes bourgeois nomment les «Tigres» qui, dans la foulée des «Dragons» (Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong et Taiwan) se sont intégrés au marché capitaliste mondial grâce aux délocalisations attirées par une main d'œuvre bon marché. En 2015, le pays a connu le plus fort taux de croissance après la Chine.

Les Philippines se sont spécialisées dans la construction navale, l'équipement automobile, l'électronique, l'informatique, la chimie et les centres d'appel. Le secteur minier avec le cuivre, l'or, l'argent et le nickel est également en plein boom. Le pays bénéficie aussi largement des envois d'argent des très nombreux Philippins émigrés.

Au cours des trente dernières années, la classe ouvrière s'est donc largement développée; le nombre d'actifs dans l'industrie «manufacturière» a plus que doublé pour atteindre les 15%.

DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE ET MISÈRE PROLÉTARIENNE

Ce développement, vanté par les institutions internationales, cache (très) mal les retards économiques et la misère. Environ 30% de la main d'œuvre est encore employée dans l'agriculture mais, malgré cela, le pays n'est pas autosuffisant; il et doit importer du riz (il est en est le premier importateur mondial) pour nourrir sa population en forte croissance (75 millions de Philippins en 2000, 100 millions aujourd'hui). Le pays est lourdement endetté et la corruption est endémique.

La majorité de la population vit dans des conditions encore misérables. Selon les statistiques officielles, un quart des habitants vivent avec moins de un dollar par jour et, selon la Fondation IBON, près des trois-quarts vit avec moins de deux dollars. Si selon le gouvernement, le chômage est autour de 7%, il est en réalité supérieur à 25% si l'on prend en compte les temps partiels imposés qui ne permettent pas de vivre. Enfin, une large part de la population urbaine est concentrée dans des bidonvilles. Certains estiment que six des douze millions d'habitants de la capitale Manille habitent ces quartiers. Ils vivent au milieu de montagnes de débris qui polluent l'air, l'eau et les sols, et sont victimes de politiques d'expulsion menées par les pouvoirs publics (comme à Quezon City en 2014).

Comme beaucoup de pays capitalistes,

les Philippines ont subi la mise en place de mesures «néolibérales» de privatisation et de dérégulation. Parmi les mesures mises en œuvre dans ce cadre, il y a la «contractualisation», surnommée système «endo» (end of contract), qui empêche les travailleurs d'accéder aux garanties des salariés sous statut en les recrutant avec des contrats (y compris successifs) de moins de cinq mois. Dans les zones franches qui se sont multipliées, les travailleurs sont privés pratiquement de tout droit et soumis à un sévère despotisme d'entreprise; d'autre part, les organisations internationales dénoncent régulièrement le recours au travail forcé dans les petites entreprises et dans l'agriculture (notamment dans les plantations de canne à sucre)

Les Philippines sont aussi un des principaux pays d'émigration dans le monde: il y a chaque jour en moyenne 6 000 départs. Onze millions de Philippins vivent à l'étranger, dont trois millions aux États-Unis et deux en Arabie Saoudite. A ceux-ci s'ajoutent 300 000 marins philippins qui sillonnent les océans sur des navires marchands.

L'intégration des Philippines à l'économie mondiale capitaliste a été facilitée par les liens étroits qu'entretient le pays avec son ancienne puissance colonisatrice, les États-Unis.

Les Philippines, auparavant colonie espagnole, ont été conquises par l'impérialisme américain lors d'une guerre sanglante entre 1899 et 1902. L'armée américaine a dévasté le pays, menant de véritables «campagnes d'extermination» et internant les civils dans des camps de concentration, le tout accompagné d'un discours raciste pour célébrer la supériorité des Américains, descendants d'«ancêtres aryens». Ce génocide colonial est responsable de l'assassinat de 250 à 750 000 civils (1).

Le pays a ensuite été une colonie américaine jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avant de devenir formellement indépendant et d'être gouverné par une succession de dirigeants pro-américain – le plus célèbre et le plus redoutable ayant été le dictateur Ferdinand Marcos qui dirigea le pays d'une main de fer de 1965 à 1986.

DUTERTE PRÉSIDENT : LA VICTOIRE DE «LA LOI ET L'ORDRE»

Début mai, Rodrigo Duterte a été élu président avec à peu près 40% des suffrages au second tour. Il a remporté une nette victoire avec six millions de voix d'avance dans un scrutin où la participation a été importante.

Duterte a mené une campagne démagogique et sécuritaire, en s'appuyant sur son bilan de maire de Davao. Dans cette ville, Duterte a ramené «l'ordre» en mettant en place des escadrons de la mort, la milice Alsa Masa composée d'anciens militaires et de voyous, et le Davao Death Squad. Ces groupes sont accusés d'avoir assassiné dans les

années 1990, au nom de la lutte contre la drogue, plus de mille personnes dont des enfants des rues.

Début septembre, cette politique de terreur avait été largement mise en œuvre au niveau national et près de 2 500 personnes avaient été exécutées par les attaques conjointes des tueurs de la police et de ceux des escadrons de la mort.

Bien qu'il affirme parfois être de gauche, Duterte a déclaré durant sa campagne que son modèle politique était le dictateur Marcos (renversé lors de la prétendue «révolution populaire» de 1986 réalisant une «démocratisation» qui a brisé l'hégémonie de son clan sur le pouvoir, mais au profit d'autres forces bourgeoises); misogynie jusqu'au bout des ongles, il a fait l'apologie du viol, en «plaisantant» qu'il aurait du participer au viol collectif d'une nonne australienne, ou en affirmant qu'il avait 2 femmes et 2 maîtresses...

Ce n'est pas par hasard que ce démagogue réactionnaire a été surnommé par les médias «Dirty Duterte», en référence à l'inspecteur Harry, flic aux méthodes expéditives, joué par Clint Eastwood, ou «The Punisher» en référence à un super-héros Marvel adapte de l'ultra-violence contre les criminels.

Sur le plan économique et social, il a fait des promesses envers les plus déshérités et les travailleurs, en dénonçant en particulier le système de «contractualisation» comme «anti-populaire» (tout en refusant d'en prendre l'engagement par écrit). Lors de sa campagne électorale il avait reçu le soutien des Confédérations syndicales TUCP (Trade Union Congress of Philippines, la plus grande Confédération) KMU (*Kilusang Mayo Uno*, Syndicat du Premier Mai, censé être plus combatif, lié au PCP maoïste) etc, tandis que d'autres ne prenaient pas position. Dans son gouvernement il a nommé Mindanao Joel Maglunsod, le vice-président du KMU, sous-secrétaire d'Etat au Travail et à l'Emploi.

Mais cette image «sociale» de défenseur des pauvres et le soutien que lui apportent les bureaucrates syndicaux, ne peuvent pas masquer son soutien aux politiques néolibérales menées depuis des décennies. Il proposait de développer les «partenariats public-privé» pour financer les dépenses d'infrastructure, d'augmenter la «compétitivité» de l'économie pour attirer des investissements étrangers, de supprimer les mesures protectionnistes...

D'autre part son véritable sentiment par rapport aux prolétaires s'est révélé quand, lors d'un meeting en février, il a averti le KMU de ne pas essayer d'organiser les travailleurs des zones franches: «*Idéologiquement nous sommes du même bord (...). Mais si vous faites ça [organiser les travailleurs], je vous tuerais tous*» (2).

Les bureaucrates du KMU ont obtenu le résultat, mais la menace s'est déjà traduite ailleurs dans les faits. Le 17 septembre, Orlando

«Dirty» Duterte ...

Abangan, un militant syndical du *Partido Mangagawa* (PM), a été assassiné (3), continuant une vieille tradition du patronat et de l'Etat philippin de répression des prolétaires. Les pratiques anti-syndicales les plus brutales restent monnaie courante; jusqu'à aujourd'hui les promesses faites par Duterte aux travailleurs n'ont pas été tenues, et lorsqu'une délégation syndicale est allé rappeler à Maglunsod la promesse de mettre fin au système endo, le sous-secrétaire a seulement dit qu'il transmettrait la demande au ministre...

Duterte est donc un politicien totalement bourgeois même si, à l'occasion, il se présente comme un «socialiste». Cela ne l'empêche pas de recevoir le soutien plus ou moins ouvert de multiples partis se réclamant du communisme.

LE PC MAOÏSTE OFFRE SES SERVICES À DUTERTE... QUI LES ACCEPTE

Le visage pseudo-radical de Duterte a donné un prétexte aux maoïstes du Parti Communiste des Philippines (PCP) pour se prosterner devant lui au nom de la «révolution démocratique». Le PCP s'est fait le défenseur d'une «alliance» avec Duterte car son élection «ouvre des perspectives pour obtenir un changement significatif» (4). Cette alliance est justifiée au nom du nationalisme: Duterte, «pas complètement soumis à l'impérialisme américain» serait en effet «l'unique chance de mettre fin à 70 ans de gouvernement soumis aux États-Unis». Les maoïstes ont un programme totalement bourgeois et réactionnaire: «unité nationale, paix et développement» c'est-à-dire unité derrière la bourgeoisie, paix sociale et développement de l'économie capitaliste nationale (5). Le chef en exil du parti a déclaré, durant la campagne, espérer que Duterte «sera effectivement au service du peuple philippin dans sa lutte pour la libération nationale, la démocratie, la justice sociale et le développement»; il se dit prêt à soutenir «toutes les politiques et les actes patriotiques et progressistes de la présidence Duterte» (6).

Le PCP sera rapidement récompensé pour son soutien. Duterte offre un cessez-le-feu à la Nouvelle Armée Populaire (NPA) forte de plusieurs milliers de combattants et qui mène la «guerre populaire» depuis 1969. Le nouveau président nomme également trois représentants du «Front National Démocratique» qui regroupe les organisations «de masse» du PCP (7). Les maoïstes obtiennent les ministères de la Réforme agraire et du Travail et de l'emploi, pour les leaders de leur syndicat paysan KMP et du KMU.

Il est vrai que le PCP a pris ses distances avec la sanglante terreur policière initiée par le nouveau président (8). Il lui reproche également d'être un «régime réactionnaire» qui trahit ses promesses, et de capituler devant «le big business, les États-Unis, l'armée et les capitalistes bureaucrates», tout en défendant une «alliance tactique» avec lui (9).

Il reste en effet un partisan (à peine critique) du démagogue réactionnaire: le PCP salue sa «politique étrangère pacifique et indépendante» quand Duterte dénonce la présence militaire américaine sur le sol philippin (10). Il appelle Duterte à faire des Philippines un «pays indépendant et non aligné» (11) qui devrait conclure des accords commerciaux avec le Venezuela, l'Iran, Cuba, la Russie, la Corée du Nord et la Chine (12).

Même s'il peut sembler radical par son utilisation de la violence et ses références pseudo-marxistes, le PCP est une force **bourgeoise** qui défend un développement capitaliste indépendant dans le cadre d'une union des «forces patriotiques», c'est-à-dire d'une alliance interclassiste qui enchaîne les prolétaires aux intérêts de la bourgeoisie.

L'«EXTRÊME» GAUCHE OFFRE SON SOUTIEN «CRITIQUE»

À côté du PCP, il existe de multiples partis pseudo-révolutionnaires.

D'une part, l'ancien parti pro-soviétique – le PKP-1930 (Partido Komunista ng Pilipinas-1930, Parti Communiste des Philippines-depuis 1930). Le PKP a vertement critiqué le

candidat Duterte considéré comme un candidat aussi réactionnaire que les autres (13). Mais moins d'un mois plus tard, le parti a tenu à féliciter le président Duterte! Le PKP – comme ses frères ennemis du PCP – offre ses services: «nous soutiendrons tous les efforts de votre administration pour satisfaire votre promesse électorale» de lutter contre le crime. L'action sanguinaire des escadrons de la mort a du satisfaire ces faux communistes. Tout cela est, une fois de plus, justifié par un programme totalement bourgeois: «construire un pays prospère dans la paix, la souveraineté nationale, la démocratie et la justice sociale» (14). Ce revirement a été justifié par le fait que «sa victoire électorale reflète l'espoir de nombreux électeurs»...

Il existe également des forces issues des scissions du PCP au début des années 1990. Ces scissions se sont faites sur la question de la nature de la révolution aux Philippines. Pour les «rejectionnistes», en particulier représenté par Filemon Lagman, qui ont scissionné, les Philippines ne sont pas un pays «semi-colonial et semi-féodal» mais un pays capitaliste dans lequel une révolution ouvrière doit prendre le pouvoir.

Malgré ce changement tactique, ces forces – le *Partido Lakas ng Masas* (PLM, Party of the Laboring Masses) et le *Partido Mangagwa* (PM, Labor Party) – sont tout aussi étrangers aux positions prolétariennes classistes que le PCP.

Le PLM estime que la «situation politique [est] extrêmement intéressante et stimulante» et répond de façon positive aux avances des maoïstes pour «un gouvernement d'unité nationale, la paix et le développement» en défendant une «lutte pour un programme national contre la domination de l'élite néolibérale» (15).

Le PM n'apporte pas de soutien politique au gouvernement ou au PCP mais demande à Duterte de «mener une guerre contre la contractualisation aussi vigoureuse que la guerre contre la drogue» (16). Il revendique également que des militants syndicaux jouent le rôle d'inspecteurs du travail (17), 5 août 2016). On a facilement fait mieux comme opposition!

De son côté, la IVe Internationale trotskyste a réussi à construire une section aux Philippines à partir d'une des scissions du PCP: le Parti Révolutionnaire des Travailleurs de Mindanao (RPM-M). Ce parti a répondu favorablement aux avances des dirigeants du PCP qu'il qualifie de «camarades de lutte pour la libération des opprimés». Le RPM estime qu'il a «une différence de méthode» avec les maoïstes mais des objectifs – bourgeois! – communs: «des réformes démocratiques avancées sans perdre de vue l'élimination de l'oppression des masses» (18). C'est le vieux programme de la social-démocratie: des réformes aujourd'hui et le socialisme dans un temps indéterminé!

Tous ces courants pseudo-révolutionnaires, en réalité complètement réformistes, ne sont que les mouches de coche du PCP qui lui même se prosterne devant la bourgeoisie philippine et son chef actuel Duterte; ce sont comme ce dernier des obstacles à la lutte prolétarienne.

Mais il existe dans le pays un groupe qui se réclame de la Gauche Communiste, «Internatyonalismo». Constitue-t-il une alternative de classe à cette «extrême-gauche» pro-bourgeoise?

INTERNATYONALISMO : EN ROUTE POUR NULLE PART

Depuis 2009 en effet, le CCI dispose d'une section aux Philippines. Sous le titre «Le régime Duterte aux Philippines, attrait pour "l'homme fort" et faiblesse de la classe ouvrière» (19), le site du CCI a publié en anglais (en juin) puis en français (en septembre), un article de sa section philippine sur l'élection présidentielle, qui reprend également des prises de position antérieures.

Loin de dégager une réelle perspective classiste, le CCI n'a à offrir à ses lecteurs que des pleurnicheries sur la «l'impuissance, [le] désespoir, [le] manque de perspective [et] la perte de confiance dans l'unité de la classe ouvrière et dans les luttes des masses laborieuses»:

«Un effet négatif du capitalisme décadent dans sa phase de décomposition est la montée du désespoir et l'absence de pers-

pective notamment parmi les masses pauvres. Un indicateur de cela est la "lumpen-prolétarisation" de parties entières de la classe laborieuse, entraînant une augmentation du nombre de suicides, le développement d'une culture pourrie chez les jeunes et de la criminalité. Tous ces éléments sont des manifestations du mécontentement croissant des masses à l'égard du système actuel, mais elles ne savent pas quoi faire pour remédier à cette situation. En d'autres termes, il y a un malaise croissant mais pas de perspective pour l'avenir. Voilà pourquoi la tendance au "chacun pour soi" et au "chacun contre tous" influence fortement une fraction significative de la classe ouvrière».

Bien entendu, Internatyonalismo condamne le régime Duterte comme «un défenseur enragé du capitalisme» et «un gouvernement de la classe capitaliste pour la classe capitaliste».

Face à ce pouvoir bourgeois, quelle est la perspective? «Analyser et [...] comprendre en tant que communistes pourquoi une fraction importante de la population est prête à accepter Duterte comme dictateur et "parrain"» dans un premier temps. Ensuite, «persévérer dans la clarification théorique, le renforcement organisationnel et les interventions militantes pour préparer les futures luttes à un niveau international». Wait and see...

A cela s'ajoute les caricatures de lutte que la section du CCI offre en exemple aux prolétaires: «des mouvements de solidarité (mouvement anti-CPE en France, des Indignados en Espagne, la lutte de classe en Grèce, le mouvement Occupy aux États-Unis)».

La logique derrière cela est que les Philippines ne seraient pas «mûres» pour la révolution prolétarienne. C'est ce qu'expliquait le CCI dans un article saluant la création de sa section («Salut aux nouvelles sections du CCI aux Philippines et en Turquie», 5 mars 2009). Dans ce texte il reprenait sa position au sujet des pays dominés énoncée en 1982 («Le prolétariat d'Europe occidentale au centre de la généralisation de la lutte de classe», *Revue Internationale* n° 31) :

«Ce n'est qu'en l'attaquant à son cœur et à son cerveau que le prolétariat pourra venir à bout de la bête capitaliste. Ce cœur et ce cerveau du monde capitaliste, l'histoire l'a situé depuis des siècles en Europe occidentale. C'est là où le capitalisme a fait ses premiers pas que la révolution mondiale fera les siens, l'un et l'autre étant d'ailleurs liés. (...) Ce n'est donc qu'en Europe occidentale, là où le prolétariat a la plus vieille expérience des luttes, où il est confronté d'ores et déjà depuis des décennies à ces mystifications «ouvrières» les plus élaborées, qu'il pourra développer pleinement sa conscience politique indispensable à sa lutte pour la révolution».

Pour le CCI, la révolution sera européenne ou ne sera pas! Les prolétaires des jeunes pays capitalistes mais aussi des États-Unis ou du Japon, n'ont qu'à être patients et attendre que le prolétariat européen conscient reprenne la lutte. La seule perspective qui reste aux Philippines est donc le développement de luttes sur le terrain démocratique bourgeois (comme Occupy ou les Indignados dont Podemos est le rejeton légitime) ou réformiste (comme la «lutte de classe» en Grèce qui s'est faite – et a été dé faite – sous la direction de Syriza et du KKE).

Il est clair qu'en définitive Internatyonalismo est incapable d'offrir une perspective de classe aux prolétaires philippins, une perspective réellement communiste

POUR UNE PERSPECTIVE PROLÉTARIENNE

Pour les communistes, ce n'est ni l'horizon de la révolution bourgeoise (même radicale) ni l'impuissante attente du réveil du prolétariat européen qui sont à l'ordre du jour. Aujourd'hui, toutes les régions de la planète ont été bouleversées par le mode de production capitaliste. L'impérialisme a fait pénétrer le capitalisme dans tous les pores de la société philippine.

La révolution prolétarienne mûrit depuis longtemps dans cette Asie orientale labou-

rée en tous sens par le mouvement irrésistible de l'expansion capitaliste. Elle suppose, comme ailleurs, la destruction de tous les rapports mercantiles et salariaux, et de tous les États érigés pour les défendre.

Où qu'elle éclate et quelle que soit l'importance plus ou moins grande des résidus laissés par les limites de la transformation capitaliste des sociétés, cette révolution trouvera dans le choc violent avec le réseau capillaire de l'impérialisme – tant célébré par les plumitifs bourgeois sous le nom de «mondialisation» – les conditions matérielles d'une diffusion rapide, qui devra finir par investir et renverser les forteresses de la contre-révolution en Amérique du Nord et en Europe.

Cette perspective sans doute plus lointaine mais la seule fondée sur le matérialisme, implique la renaissance du parti de classe, fidèle au marxisme authentique et fort d'une large influence dans les rangs du prolétariat. Ce parti ne pourra pas diriger la classe ouvrière des Philippines ou d'ailleurs vers l'assaut contre le capitalisme, qu'en se basant sur la défense exclusive des intérêts des prolétaires et des masses exploitées, contre toutes les illusions démocratiques et réformistes véhiculées par les faux défenseurs du socialisme.

25/09/2016

(1) cf Robert Gerwarth et Stephan Malinowski «L'antichambre de l'Holocauste», *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°99, 2008

(2) <http://www.equaltimes.org/what-can-workers-in-the?lang=en#.V-L0MBJUXs1>

(3) «PM condemns vigilante style killing of a leader», *partidongmangagawa2001.blogspot.fr*

(4) «Struggle and alliance under the Duterte regime», *Bayan*, édition anglaise, 7 juin 2016

(5) «Prospects under a Duterte presidency», *Bayan*, édition anglaise, 15 mai 2016

(6) «Interview with Prof. Jose Maria Sison on the election of Duterte as President», *democracyandclassstruggle.blogspot.fr*, 11 mai 2016

(7) «3 NDFP nominees to sit in new cabinet», *Bayan*, édition anglaise, 7 juin 2016

(8) «No more cooperation with Duterte's undemocratic and anti-people "drug war"», *cpp.ph*, communiqué du 12 août 2016

(9) «Duterte is undermining the chance for change and peace», *cpp.ph*, communiqué du 7 août

(10) «Positive significance of Duterte's avowal to uphold an independent foreign policy», *cpp.ph*, communiqué du 11 septembre 2016

(11) «All US military forces in entire country must go home», *cpp.ph*, communiqué du 13 septembre 2016

(12) «Positive significance of Duterte's avowal...»

(13) «Prospects for the Philippines in the wake of the May 9 general elections», *solidnet.org*

(14) «Open letter to President elect Rodrigo R. Duterte», *pkp1930.org*

(15) «Philippines left facing a Duterte-CPP coalition government», *masa.ph*, 28 mai 2016

(16) «Group asks Duterte for big names of endo lords in the country», 2 août 2016, *partidongmangagawa2001.blogspot.fr*

(17) «PM wants union officers deputized as labour inspector for endo campaign»

(18) «Response to Jose Ma. Sison's Call for Dialogue», 16 juin 2016, *rpm-m.org*

(19) <http://fr.internationalism.org/revolution-internationale/201609/9435/regime-duterte-aux-philippines-attrait-l-homme-fort-et-faibles>

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au «prolétaire»

Quand Lutte Ouvrière fait du gringue à Monsieur le maire...

Depuis des décennies, Lutte ouvrière est connue pour se faire le défenseurs du «monde du travail», catégorie fourre-tout qui peut, au grès du moment, s'étendre aux cadres, aux artisans, à l'ensemble des femmes, aux flics et aux matons...

A cet ensemble interclassiste, les auto-proclamés gardiens du temple trotskiste viennent de découvrir parmi les «petites gens» une nouvelle catégorie opprimée et exploitée à sauver: les **petits élus locaux!** (1).

Pour justifier sa position, LO commence par dresser un portrait des maires. Préparez vos mouchoirs! Ils seraient «la plupart du temps», dans les petites localités, «les hommes et les femmes à tout faire de leur commune» qui «non seulement connaissent au travail les mêmes difficultés que le reste du monde du travail [sic!], mais y ajoutent, de surcroît, les problèmes liés à la gestion financière des communes en grande difficulté». Pour illustrer son propos, LO nous raconte que les maires doivent annoncer aux familles les accidents de la route, qu'ils nettoient la salle des fêtes après un mariage ou qu'ils ont du régler les décodeurs télé des personnes âgées...

Les maires des petites communes ne seraient donc que «des salariés et retraités, agriculteurs, ouvriers, instituteurs, infirmières» qui au nom du bien général accumuleraient les tâches et les ennuis.

Foutaises! Qu'ils le veulent ou non (ce n'est pas un problème de choix individuel), les maires sont non seulement un (petit) rouage de l'appareil d'Etat bourgeois, mais également les chefs d'une petite entreprise capitaliste qui a recours à la précarité et qui cherche à attirer les investissements. De plus, même en reprenant les chiffres biaisés des statisticiens, les ouvriers ne représentent que 4 % des conseillers municipaux (2). Aujourd'hui, ce sont les paysans et les classes moyennes qui s'imposent dans les conseils municipaux.

En totale opposition avec le réformisme de Lutte ouvrière, l'Internationale Communiste proclamait dans sa résolution «Le Parti

communiste et le parlementarisme» (3):

«La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie (...). Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie: elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées des soviets des députés ouvriers».

Pour enfoncer le clou de son réformisme, LO se fait également le chantre du **gentil investissement** face à la **méchante finance**.

L'investissement est censé relancer l'économie capitaliste et lutter contre le chômage: «c'est peut-être la dégringolade de l'investissement qui est la plus grave. Cela signifie à terme moins d'équipements utiles à la population (...). En fait, la baisse de l'investissement a un impact direct et tangible sur l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, et donc sur l'emploi. (...) C'est autant d'emplois en moins, autant de chômage en plus».

Horreur! Malheur! Les commandes publiques qui permettent d'engraisser les négriers du BTP, Bouygues et Vinci en tête, sont en baisse. La recette de LO est 200 % bourgeoise: ouvrir «les crédits aux collectivités pour qu'elles investissent, et, ce faisant, permettent de créer des emplois». N'importe quel politicien bourgeois dans l'opposition est prêt à défendre cette revendication, du Front de Gauche au Front National. On retrouve ici le vieux credo ultraréformiste que LO partage avec le PCF et toute la gauche bourgeoise, «radicale» ou non: les investissements productifs du capitalisme sont une bonne chose, à opposer à la consommation improductive des capitalistes individuels ou aux «profits financiers». En réalité les investissements capitalistes n'ont pas pour but de créer des emplois, mais d'augmenter les profits – donc d'accroître l'exploitation des prolétaires et la puissance du capital.

Quelle version totalement dégénérée du «socialisme municipal» que les marxistes ont toujours condamné avec force! Voici ce que disait Lénine à propos de cette orientation qu'il aurait mieux valu appeler selon lui «capitalisme municipal»:

«Il suffit de connaître tant soit peu le 'socialisme municipal' en Occident pour savoir que toute tentative faite par les municipalités socialistes pour dépasser si peu que ce soit le mode de gestion habituel, c'est-à-dire menu, mesquin et qui n'apporte pas d'allègement sérieux à l'ouvrier, toute tentative de toucher un peu au capital provoque toujours et absolument le veto du pouvoir central de l'Etat bourgeois» (4).

Les mauvais esprits jugeront peut-être que cette déclaration d'amour de LO aux maires est liée à l'ouverture de la chasse aux signatures pour avoir le droit de participer au cirque électoral de la présidentielle de l'année prochaine, la crise de ses collègues trotskystes du PT laissant en outre peut-être vacante la place de «candidat des maires» que s'était attribuée l'inénarrable Schivardi. Électorisme quand tu nous tiens!

En tout cas elle démontre une fois de plus que LO n'hésite pas à reprendre et à diffuser les illusions réformistes et petites-bourgeoises les plus éculées...

(1) cf «Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance», *Lutte de classe*, n°175, mai 2016.

(2) cf *Observatoire des inégalités*, «L'origine sociale des élus locaux», inegalites.fr

(3) Thèse adoptée au IIe Congrès de l'I. C. Reproduite dans «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste», brochure Le Proletaire n°19.

(4) cf Lénine, «Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907», Oeuvres, Tome 13, p. 378.

Lénine expliquait dans ce texte que les partisans de cette politique municipale, «parce qu'ils rêvent de paix sociale», veulent détourner l'attention «sur les menues questions locales, non point sur la domination de la bourgeoisie comme classe, ni sur les principaux instruments de cette domina-

tion, mais sur la question des miettes jetées par la riche bourgeoisie pour subvenir aux 'besoins de la population'. (...) L'opportunisme petit-bourgeois de cette tendance est que l'on oublie que (...) tant que la bourgeoisie domine comme classe, elle ne peut permettre de toucher, fût-ce du point de vue municipal, aux fondements de sa domination; que si la bourgeoisie permet, tolère, le 'socialisme municipal', c'est parce qu'il ne touche pas aux fondements de sa domination, n'atteint pas les sources importantes de sa richesse, ne s'étend qu'au domaine local, étroit des dépenses que la bourgeoisie elle-même met à disposition de la 'population'».

A lire sur le site du parti (www.pcint.org)

Le manque de place nous empêche de publier sur ce journal les prises de position émises par le parti au cours de l'été qui vient de s'écouler; nous invitons le lecteur à les consulter ou les télécharger sur notre site. Il s'agit de:

«Mexique: Sanglante répression bourgeoise et danse macabre de l'«extrême» gauche» (10/7/16);

«Poing de fer en Turquie» (19/7/16);

«Tremblement de terre en Italie: Une nouvelle fois mesures de prévention inexistantes, mais terrain fertile à toutes les spéculations de l'urgence et de la reconstruction!» (27/8/16).

* Par ailleurs sur le site sont disponibles en consultation et au téléchargement des reproductions (pdf) de tous les n° du *Proletaire* à partir du n°1 (juillet 1963), ceux de *Programme Communiste* à partir du n°1 (octobre-décembre 1957), ainsi que les journaux et revues en anglais, espagnol et italien.

Prochainement d'autres publications du parti en langue française et dans d'autres langues seront mises sur le site, l'objectif étant de rendre disponible tous les périodiques qui ont été publiés par le parti.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2016

Aix: 30,00 / Alain: 47,50 / François: 7,50 / Gilbert: 42,50 / Paris: 900 / Pour le communisme: 8,50 / Pour la lutte de classe: 153,00
Total liste: 1189,00
Total général: 3879,50

Points de contact:

PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Où va «Où va la CGT ? » A toute blinde vers l'union sacrée !

Il y a quelques mois, des militants d'extrême gauche ont créé un «Bataillon International de Libération» (IFB) pour combattre au Rojava (Kurdistan syrien). Cette formation a été créée à l'initiative d'organisations maoïstes ou «marxistes-léninistes» en particulier le parti turc TKP-ML (Parti Communiste Turc-Marxiste-Léniniste) et sa branche armée, la TIKKO.

Des volontaires français ont formé en son sein une «Brigade Henri Krasuki» (du nom de l'ancien dirigeant de la CGT et membre du PCF) qui a fait parlé d'elle en publiant un communiqué de soutien aux militants CGT d'Air France poursuivi par la justice.

Nous avons déjà parlé du courant «Où va la CGT?» animé par Voie Proletarienne, qui affirme lutter pour l'indépendance de classe contre les compromissions de la direction du syndicat. Il a publié un article sur son blog: «La CGT et Rojava: retour sur un buzz et une polémique».

Il présente la formation de ce bataillon comme «la volonté explicite de ne pas laisser le champ libre aux forces réactionnaires». La réalité est tout autre: le bataillon est sous la direction des forces bourgeoises nationalistes kurdes. Cela est très clair dans sa proclamation lors de sa naissance: les «travailleurs, ouvriers, femmes, jeunes et gens de différentes fois et identités, écologistes, anti-impérialistes, antifascistes, anti-capitalistes, démocrates et révolutionnaires» qui la forment entendent «men[er] la révolution de Rojava, sous le drapeau du YPG et YPJ», les organisations kurdes syriennes du PYD (Parti de l'Union Démocratique), la branche locale du PKK (Parti des Travailleurs du Kur-

distan), implanté en Turquie.

Comme si cette soumission au nationalisme bourgeois ne suffisait pas, «Où va la CGT?» justifie l'alignement sur les intérêts impérialistes: «dans le combat antifasciste», les alliances avec l'impérialisme «sont des alliances possibles, quoique dangereuses et risquées. Les FTP recevaient des parachutages d'armes de Londres durant la Deuxième Guerre mondiale».

Un rappel en forme d'aveu. Pour ce qui est des FTP, il ne s'agissait pas d'alliances «dangereuses et risquées» pour recevoir des armes, mais des effets de la politique **contre-révolutionnaire** du stalinisme de trahison des intérêts prolétaires, qui se traduisait par la **soumission** du prolétariat à la bourgeoisie lors de la deuxième guerre mondiale. En ce qui concerne la Syrie, l'IFB en se mettant sous les ordres du PYD/PKK, se met au service de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, et plus précisément des intérêts des impérialismes occidentaux (sous la forme de la coalition américaine dont la France fait partie); elle agit comme la Résistance stalinienne qui s'était alliée à De Gaulle et défendait le capitalisme français dans la guerre, avant de continuer à le faire après la guerre, en métropole et dans les colonies (avec à la clé les ignobles massacres de Sétif contre les nationalistes algériens).

Espérant clore le débat, «Où va la CGT?» n'hésite pas à manier la calomnie contre ceux qui critiquent son alignement derrière son impérialisme: «Nos détracteurs devraient être un poil plus clair pour expliquer leur conception du combat dans

la région et pourquoi ils soutiennent en fait Assad et Poutine».

Les maoïstes de VP ont un trou de mémoire: pendant près de deux décennies, le PKK auquel est lié le PYD a reçu un soutien logistique et financier de la dictature sanguinaire de la famille Assad, et le PYD a toujours évité d'affronter les forces du régime.

Dans certaines parties de Rojava, Assad a retiré ses forces de sécurité, laissant ainsi carte blanche aux nationalistes kurdes, tout en continuant à payer les salaires des fonctionnaires et en contribuant au fonctionnement des administrations locales. De plus, ces derniers mois, le PYD a collaboré avec les forces militaires du régime syrien ainsi qu'avec les forces russes pour tenter de s'imposer sur le terrain.

Cette défense de l'union avec l'impérialisme est logique pour une organisation à l'héritage stalinien; mais elle est aussi la conséquence de l'opportunisme de Voie Proletarienne, bien incapable de se tenir sur des positions de classe, comme le reste des organisations de la dite extrême gauche: dans sa grande majorité, cette dernière, y compris les libertaires, s'est embarquée dans le soutien aux combattants du PYD/PKK

C'est caractéristique de ce que nous pourrions appeler «l'activisme tacticien» qui a depuis toujours gangrené l'opportunisme d'extrême gauche; celui-ci n'a jamais reculé devant les «compromis» mais, bien sûr!, au nom de la «tactique» (il vaudrait mieux dire: de la manœuvre).

Ces manœuvres représentent un reniement des intérêts de classe dans la mesure où elles se traduisent par le suivisme par rapport à telle ou telle force bourgeoise.

«Où va la CGT?» et VP peuvent bien s'imaginer ce qu'ils veulent: ils ne sont en fait qu'une adaptation passive à l'influence et aux préjugés des mouvements soumis à l'ordre bourgeois.